

*l'Anti*capitaliste

n°490 | 26 septembre 2019 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



Dossier

**ARABIE SAOUDITE-IRAN:
DE LA GUERRE FROIDE
À LA GUERRE CHAUDE?**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Mediator: le procès
du capitalisme
pharmaceutique Page 2

PREMIER PLAN

IVG: 28 septembre, journée
internationale pour le droit
à l'avortement Page 3



ACTU INTERNATIONALE

General Motors: une grève
historique? Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Anne Guyot-Welke,
porte-parole de Solidaires
Finances publiques Page 12



édito

Par FRANK CANTALOU

Mediator: le procès du capitalisme pharmaceutique

Le mobile du crime? 145 millions de boîtes de Mediator, vendues à 5 millions de personnes, pour un chiffre d'affaires annuel de 300 millions d'euros. L'arme du crime? Le Mediator, autorisé depuis 1976 comme anti-diabétique, mais vendu par une myriade de visiteurs médicaux comme un merveilleux coupe-faim. Un médicament responsable de la mort de près de 2000 personnes par atteinte des valves cardiaques ou hypertension artérielle pulmonaire. Retiré de la vente seulement en 2010, malgré les alertes internationales sur sa dangerosité, ou les articles de la revue indépendante *Prescrire*, dès 1986. Le présumé coupable? Le petit laboratoire français du Dr Servier, devenu une multinationale de 20000 salariéEs. Ses amitiés particulières avec les pouvoirs en place lui ont permis d'obtenir des prix surévalués, de retarder au maximum le retrait de ses produits dangereux ou inutiles (Mediator, mais aussi Isomeride, Duxil, Survector). Son avocat était un certain Sarkozy, et le labo a utilisé des barbouzes pour surveiller son personnel. Les complices? L'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé. Elle n'avait pas hésité à conclure qu'il n'y avait pas « de signal significatif de toxicité du Mediator ».

Les lanceurs d'alerte? Il a fallu la ténacité de la pneumologue Irène Frachon pour faire exploser la vérité. Les leçons du crime ont-elles été tirées? L'affaire de la Depakine, avec 14 000 femmes enceintes exposées au médicament responsable de nombreuses malformations, démontre malheureusement que non. Qui paiera? C'est d'abord au laboratoire d'indemniser les victimes. Car un fonds d'indemnisation des victimes du Mediator a été créé. Mais Servier conteste tout les dossiers. En 2013, les experts du fonds ont rejeté 86% des dossiers! Laboratoires qui cachent les données, experts médicaux et autorités de santé liés à l'industrie pharmaceutique, pharmacovigilance défaillante: l'expertise indépendante des médicaments, la formation médicale indépendante des labos, l'orientation de la recherche en fonction des besoins publics, la baisse du prix des médicaments... sont autant d'exigences immédiates. Mais du Mediator à la Depakine, la seule peine vraiment efficace contre les scandales mortels du capitalisme pharmaceutique serait la création d'un service public du médicament, contrôlé par la population, les salariéEs, les scientifiques indépendants, pour définir les besoins de santé en médicaments efficaces, sûrs et bien testés.

BIEN DIT

C'est invraisemblable, notre tolérance face à la délinquance criminelle des cols blancs. Je reste dans une colère noire quand j'entends dire « Allez c'est bon, il faut tourner la page ».

IRÈNE FRACHON (pneumologue), à propos des laboratoires Servier et du « procès du Mediator », liberation.fr, 20 septembre 2019.

À la Une

CONSTRUISONS LES LUTTES, LES GRÈVES, LES CONVERGENCES

Faisons-les battre en retraite

Grève de la RATP, luttes aux urgences et dans l'éducation, manifestations pour la justice sociale et climatique, 24 septembre contre la contre-réforme des retraites... Le mois de septembre est résolument placé sous le signe des mobilisations, avec un climat social agité et des volontés de convergences manifestes. Mais Macron et les siens, tout en prétendant renouer avec le prétendu « dialogue social », qui ne fait plus illusion pour personne, n'ont pas l'intention de changer de cap. Signe que les mobilisations doivent monter en puissance et converger pour qu'un véritable coup d'arrêt soit mis aux politiques ultra-libérales du gouvernement.

La journée de grève et de manifestations du 24 septembre est une étape dans un combat qui s'annonce tout aussi long et difficile qu'essentiel. Le projet de contre-réforme des retraites porté par le gouvernement est à bien des égards la quintessence de ses politiques, dont les ressorts essentiels sont la casse des droits sociaux, la destruction des systèmes de solidarité collective, la vente à la découpe de secteurs jusqu'alors – à peu près – préservés des logiques marchandes, et le renforcement des mécanismes d'inégale distribution des richesses.

Travailler plus pour gagner moins?

En modifiant les paramètres de calcul des pensions et des durées de cotisation, Macron vise une refonte globale du système de retraite, dont la finalité constituera une véritable saignée des pensions qui seraient amputées de 15 à 35%. Sous l'apparence d'un traitement égal, juste et universel, le nouveau système serait avant tout un nivellement par le bas généralisé. Actuellement seuls les meilleurs salaires sont pris en compte pour le calcul de la retraite. Calculer les pensions sur l'ensemble de la carrière, c'est calculer à partir d'un salaire de référence inévitablement plus bas, donc avoir une retraite automatiquement plus faible, plus particulièrement pour les femmes, les précaires... Compte tenu de l'allongement de la durée de cotisation prévue par la réforme, il faudra travailler plus pour gagner moins! Plus largement cette contre-réforme va entériner un changement systémique car la baisse massive des

pensions va progressivement ouvrir la voie à la capitalisation... pour celles et ceux qui en auront les moyens. Du côté des jeunes et des salariéEs, tout le monde serait perdant si la réforme était adoptée, avec une baisse générale des pensions et un appauvrissement inévitable pour la quasi-totalité de la population. Ainsi, si cette contre-réforme ne résume pas à elle seule la politique du gouvernement, elle constitue le principal volet de l'acte II du quinquennat et devrait être à l'esprit de toutes celles et tous ceux qui se sont battus et se battent contre les politiques antisociales de Macron. Car même si le gouvernement annonce un calendrier « étendu » d'ici le vote de la réforme, c'est dès aujourd'hui

qu'il faut organiser la riposte, en s'appuyant sur les résistances et les mobilisations en cours, en les développant, en favorisant les regroupements et en se fixant des échéances communes.

Unité pour construire un mouvement d'ensemble

Une seule journée d'action ne suffira pas pour faire plier le gouvernement et imposer le retrait du projet de réforme des retraites. Face au calendrier d'enfumage de Macron, il faut imposer un autre agenda social tirant les leçons des défaites antérieures. La journée du 24 septembre (à l'appel de la CGT et de Solidaires) est un point de départ, mais il s'agit de se donner des perspectives d'action durable, avec l'objectif de gagner.

DANS LA RUE POUR DÉFENDRE NOS DROITS



Le succès de la grève à la RATP est un premier encouragement, et les manifestations pour la justice climatique, tout comme celles des Gilets jaunes qui n'ont pas dit leur dernier mot, montrent que la combativité est bien présente et que Macron, même s'il joue les arrogants, n'est pas au bout de ses peines. SalariéEs du public ou du privé, nous sommes touTEs attaquéEs, nous ne pouvons agir en ordre dispersé. Il est urgent d'opposer une résistance unitaire – syndicale, politique, associative – de toutes celles et ceux qui veulent mettre en échec le recul social sans précédent que constitue la contre-réforme des retraites. Un combat qui n'est pas concurrent, bien au contraire, des luttes sectorielles qui existent aujourd'hui et qui continuent de se développer, pas plus qu'il ne serait rival du combat pour la justice climatique. Comme l'ont montré les dynamiques de convergence du samedi 21 septembre, où se sont retrouvés côte à côte des salariéEs des urgences, des jeunes – et des moins jeunes – pour le climat, des Gilets jaunes, des militantEs politiques et syndicaux, etc., la conscience de la nécessité de se retrouver dans des mobilisations communes, sans nier les spécificités de chaque lutte, est de plus en plus présente. Reste à la convertir initiatives communes, locales, régionales et nationales, et en journées de mobilisation et de grève de masse, unitaires, dont l'objectif ne serait pas de faire acte de présence lors de journées « témoignages » mais bien de bloquer le pays et son économie, seul moyen de faire trembler le pouvoir, de le faire reculer et, au-delà, d'en finir avec Macron et son monde barbare.

CLIMAT

Le niveau des mers monte, la colère aussi!

Les mobilisations pour le climat ont repris de plus belle. Le dérèglement climatique s'accélère, l'inaction continue, et des marcheurs et marcheuses ont arpenté les rues, vendredi 20 et samedi 21 septembre, pour rappeler aux gouvernants leurs responsabilités, dénoncé leur inaction totale, affirmer la volonté de « sauver le climat, pas le système ». Plus de 5 000 actions recensées, plus de 4 millions de manifestantEs dans le monde. Marches mais aussi grèves, débats et recherche de voies alternatives.

Vendredi 20 septembre, des centaines de milliers de jeunes, dans plus de 150 pays, ont manifesté à travers le monde, poursuivant ainsi l'appel lancé par Greta Thunberg, en 2018, à la « grève de l'école ». Ce boycott des salles de classe a été le plus important jamais organisé. Des villes de l'Asie-Pacifique, Sydney, Séoul, Manille, Tokyo, Bombay, Bali... ont connu des manifestations

importantes. « Nous ne coulons pas, nous nous battons », reprenaient les jeunes du Vanuatu, des Kiribati, des Salomon, des Philippines, archipels menacés de submersion. En Australie, les sécheresses de plus en plus fortes, les feux de forêt de plus en plus intenses, des pluies diluviennes provoquant des inondations dévastatrices, la dégradation de la Grande barrière de corail, sont les signes manifestes du dérèglement du climat. Signes que

les conservateurs au pouvoir refusent de voir, là-bas comme ailleurs.

Des jeunes à l'ONU

Vendredi a été donné à New York le coup d'envoi de deux semaines d'actions, dont le Sommet de la jeunesse pour le climat. Plus de 600 jeunes sud-américains, européens, asiatiques et africains se sont réunis à l'ONU. Le cadre institutionnel inspire doute et méfiance et, parmi les « solutions »

proposées aux États, figurent des propositions qui ne rompent pas avec le capitalisme, bien sûr, mais le caractère exceptionnel de la réunion (des jeunes face aux responsables des États) montre la détermination de la jeunesse mobilisée et la crainte des puissants de voir la colère se propager et aboutir à une contestation généralisée de leur système. D'ailleurs, la brutalité des déclarations des Trump, Bolsonaro et autres tyrans climato-négationnistes, prêts à une 3^e guerre mondiale pour sauver leur système en bout de course, révèle leur panique à voir les luttes s'organiser et s'étendre. En France, la répression policière disproportionnée, samedi encore à Paris, l'utilisation de lacrymos, grenades et armes de guerre sont les signes que Macron craint de voir toutes les colères converger.

Un monde à changer

PIKETTY: CONSTRUIRE LE «SOCIALISME» PAR LA FISCALITÉ

L'économiste Thomas Piketty vient de publier un nouveau livre de 1232 pages intitulé *Capital et idéologie*. Il approfondit sa réflexion après des travaux sur la fiscalité et les inégalités en pointant le lien entre ces dernières et la propriété privée. Il souligne à juste titre que les inégalités de revenus et de richesses n'ont rien de naturel et met l'accent sur le fait que, dans chaque société, l'idéologie dominante sanctifie et justifie la propriété et les inégalités qui en découlent. Au-delà, l'auteur vise à « dresser les contours d'un nouveau socialisme participatif pour le XXI^e siècle ».

Nous n'avons pas la place ici de reprendre tous les aspects du livre de Piketty qui mériteraient discussion, notamment la thèse sur l'idéologie qui déterminerait les inégalités alors qu'en réalité chaque société de classes a l'idéologie qui justifie ses rapports de domination et inégalités. La propriété privée des moyens de production est largement réduite à un facteur que le capitalisme repose sur une logique d'accumulation et une exploitation du travail pour le profit.

Pour saper le pouvoir des propriétaires, Piketty préconise un impôt annuel et fortement progressif sur la propriété. Outre que cela ne suffirait pas à

sortir du capitalisme, croit-il que les capitalistes accepteraient une telle réforme sans résister? Piketty semble croire à la puissance infinie des idées; interrogé par *Libération* sur le fait qu'il n'y ait pas eu de remise en cause du capitalisme après la crise de 2007-2009, il répond: « Sans doute parce qu'il n'y a pas eu le travail intellectuel permettant de se poser la question de la reconstruction du capitalisme. » C'est nager dans l'illusion à l'instar de ces « inventeurs de systèmes » que Marx évoque dans la troisième partie du *Manifeste communiste*: « À l'activité sociale, ils substituent leur propre ingéniosité; aux conditions historiques de l'émancipation, des conditions fantaisistes; à l'organisation graduelle et spontanée du prolétariat en classe, une organisation de la société fabriquée de toutes pièces par eux-mêmes. Pour eux, l'avenir du monde se résout dans la propagande et la mise en pratique de leurs plans de société ».

Il est toutefois un point où Piketty devrait interpeller la gauche anticapitaliste et révolutionnaire: lorsqu'il souligne l'impasse de « la voie consistant à promettre sa destruction [celle du capitalisme] sans se soucier de ce qui suivra ». Si la formule est caricaturale, elle devrait quand même nous inciter à un vrai effort programmatique.

IVG 28 septembre, journée internationale pour le droit à l'avortement

Manifestons pour que ce droit soit reconnu et effectif!

Le Collectif « Avortement Europe, les femmes décident » appelle à des manifestations partout en France le 28 septembre. À Paris, un rassemblement « pique-nique » est prévu à midi devant l'hôpital Tenon (4, rue de la Chine, Paris 20^e) en soutien aux dix années de lutte du collectif unitaire qui a obtenu la réouverture du centre IVG de l'hôpital et qui, aujourd'hui, veille à son bon fonctionnement. Il sera suivi d'un départ en manifestation à 14 heures, sur un parcours permettant de faire le lien avec plusieurs hôpitaux parisiens en lutte.

Droit fondamental

L'objectif de ce collectif d'associations féministes, de syndicats et d'organisations, créé en 2017, est plus que jamais d'actualité: « Nous réaffirmons que les droits des femmes, la liberté à disposer de son corps, le droit à l'avortement et à la santé sont des droits fondamentaux pour construire des sociétés où l'égalité entre les femmes et les hommes, en Europe et dans le monde soit enfin reconnue. »

L'accent est mis sur la situation internationale et la nécessaire

solidarité avec les luttes des femmes du monde entier: en Europe, avec les Espagnoles en 2015, les Polonaises toujours en lutte, les Irlandaises qui ont ouvert enfin une brèche l'année dernière; en Amérique latine avec la mobilisation exemplaire des Argentines pour la huitième fois pour conquérir ce droit; aux USA où, après avoir subi de violentes campagnes des anti-IVG, les femmes voient ce droit remis en cause dans la législation de plusieurs États; mais aussi en Afrique où des femmes réagissent contre l'interdiction d'avorter.

25 millions d'avortements à risque

Selon l'OMS (source INED), il s'est pratiqué 56 millions d'interruptions volontaires de grossesses dans le monde en 2014 dont 25 millions étaient des « avortements à risque », soit des avortements légaux effectués dans de mauvaises conditions, soit des avortements clandestins. Le droit à l'avortement est limité dans plus de deux tiers des pays. Chaque année, 4,7% à 13,2% des décès maternels sont dû à des avortements clandestins.

En Europe, l'avortement est encore totalement interdit à Malte, fait l'objet de législations très restrictives dans de nombreux pays, et est sujet à des remises en causes du fait de gouvernements réactionnaires ou de l'application de mesures d'austérité sur les services publics et sur les services de santé. En France, plusieurs alertes doivent nous inciter à ne pas baisser la garde. N'oublions pas que ce droit a été acquis suite à des mobilisations importantes du MLAC et du Mouvement de libération des femmes des années 1970. La loi Veil de 1975 a été dans un premier temps une loi d'encadrement avec plusieurs clauses restrictives. Les améliorations successives n'ont été obtenues que grâce aux luttes des femmes dont, entre autres, son remboursement ou le délai de réflexion obligatoire. Mais il reste aujourd'hui un des délais pour avorter parmi les plus courts d'Europe, et la double clause de conscience est de plus en plus invoquée par les médecins, comme en Italie.

Droit à l'IVG rogné

On a ainsi pu voir au mois de mars le docteur Rochambeau, président

du principal syndicat des gynécologues, le Syngof, appeler publiquement ses adhérents à faire la grève des IVG pour faire pression sur le gouvernement. Il aura fallu qu'un groupe de jeunes militantes prennent une initiative envers le Conseil de l'ordre des médecins et que certaines portent plainte personnellement contre les responsables de ce syndicat pour que l'affaire n'en reste pas là. Dans le même temps, un reportage sur France 2 donnait la parole à un médecin hospitalier qui expliquait que lui ne pratiquait les IVG que jusqu'à 12 semaines d'aménorrhée et n'hésiterait pas à invoquer la clause de conscience si on voulait lui imposer d'en faire jusqu'à 14, ce qui pourtant est la loi.

Si on ajoute à cela la situation de pénurie dans les hôpitaux et les projets gouvernementaux de suppression de postes, on voit bien par où le droit à l'IVG est aujourd'hui rogné et risque de l'être encore plus demain sans un rapport de forces tenace et conséquent.

Commission nationale d'intervention féministe

Site du Collectif « Avortement Europe, les femmes décident »: <http://avortementeurope.org/>

Ne comptons que sur nous-mêmes!

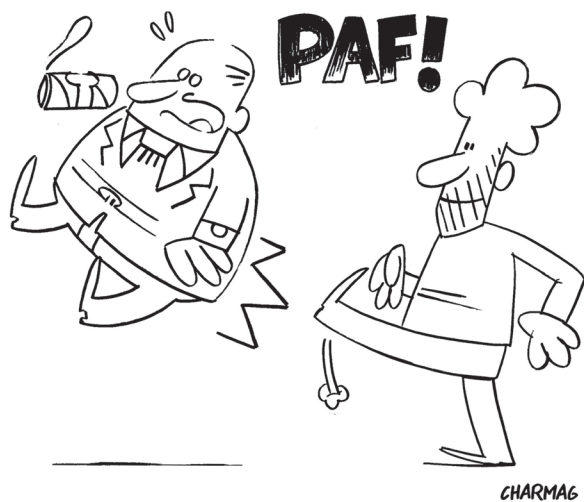
Lundi 23, les chefs d'État dont Macron, Merkel... se réunissaient à l'ONU pour un premier sommet du climat. Nous sommes habitués à leurs shows carnavalesques, et celui-ci a apporté une fois de plus son lot de déclarations enflammées, vides de toute efficacité. Pour maintenir la hausse à 1,5°C, il faut laisser 80% des énergies fossiles dans le sol. Donc changer de mode énergétique, de mode de production, de consommation, de déplacement... Pour cela, une révolution est indispensable. Elle est peut-être en route: les slogans des marcheurs et marcheuses sont identiques, d'un continent à l'autre. C'est une première!

Au-delà du succès numérique des marches, nombreux et nombreuses sont celles et ceux qui se posent la question de l'efficacité face à l'urgence mise en évidence par les derniers

travaux scientifiques¹. Ils et elles sont des milliers à se former à la désobéissance civile, comme les

décrochages de portraits de Macron ou le blocage de la « république des pollueurs ». Il est de plus en plus clair

FAITES UN GESTE POUR LE CLIMAT



CHARMA6

qu'il faut trouver les moyens pour bloquer la fuite en avant climaticide. La grève mondiale pour le climat sera le moyen le plus efficace pour arrêter la machine infernale qui mène à la catastrophe. Il y a aussi la recherche précieuse des convergences comme l'appel « Nous, Gilets jaunes, écologistes, handicapés, paysans, travailleurs, avons un message commun »². Les graines d'une révolution se sèment, à chaque mobilisation, à chaque lutte, les puissants le savent. À nous de les faire germer, pour une belle récolte: une révolution mondiale.

Commission nationale écologie

1 - « Les simulations françaises décrivent un avenir catastrophique », sur <https://reporterre.net/>
Les-simulations-francaises-decrivent-un-avenir-catastrophique

2 - Sur <https://reporterre.net/EN-VIDEO-Nous-Gilets-jaunes-ecologistes-handicapés-paysans-travailleurs-avons-un>

Le chiffre

5 mois

C'est la durée de la peine de prison (ferme) à laquelle a été condamné, le 19 septembre, par un tribunal de Dijon, un jeune homme de 24 ans. Sa faute? « Avoir filmé et diffusé sur le web des images tournées le 5 septembre, lors d'une manifestation de "Gilets Jaunes" ». Ainsi va la vie en Macronie.



Agenda

Vendredi 27 septembre, marche pour le climat, Paris. Départ à 13 h de la place de la Nation.

Samedi 28 septembre, repas de soutien aux travailleurs sans papiers de Chronopost, Ivry-sur-seine. À 12 h à la Pagaille, 15, rue Ernest-Renan, RER C Ivry-sur-Seine ou métro ligne 7 Mairie-d'Ivry + bus 125 arrêt Molière.

Samedi 28 septembre, manifestation des Gilets jaunes Acte 46.

Samedi 28 septembre, manifestation pour le droit à l'avortement, Paris. À 12 h, hôpital Tenon (4, rue de la Chine - M^o Gambetta).

Jusqu'au 29 septembre, semaine antiraciste du 20^e, Paris 20^e. Théâtre, débats, projection, manifestation...

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT Qu'ils aillent manifester en Pologne!

EMMANUEL MACRON, à propos des jeunes mobilisés, en France, sur les questions climatiques, *le Parisien*, 23 septembre 2019.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ÉCOLOGIE Un petit geste pour le climat? Renverser le capitalisme

Plusieurs milliers de jeunes ont une nouvelle fois marché pour le climat vendredi. 10 000 à Paris, 1 500 à Lyon, ou encore 1 200 à Bordeaux scandaient le désormais traditionnel « On est plus chauds que le climat! » À nouveau, des forêts de pancartes faites main demandant plus de banquise et de ruches, moins de banquiers et de riches.

À trois jours du sommet Action Climat, grand-messe du gratin mondial, la date choisie par les organisateurs pour la journée de manifestation était un petit programme : dénoncer les gouvernements qui ne font rien pour le climat...

« La croissance verte, ça n'existe pas. Révolution, on n'a pas le choix »

Notons que, malgré des différences de style, les gouvernements sont actifs. Macron, défenseur de l'Amazonie, autorise des projets miniers en Guyane : déforestation et pollution au cyanure. Rien à voir avec la préservation de l'environnement ! C'est à nous d'agir. Comment ? Beaucoup se rendent compte dans les marches que les petits gestes ne résoudre pas la crise écologique. Ils sont peu de choses par rapport à la pollution générée par la production capitaliste.

Les patrons décident de ce qui est produit et comment, non pas pour satisfaire les besoins de la population dont celui d'avoir un environnement viable, mais en fonction des profits qu'ils veulent réaliser. Leur capitalisme vert ne changeant rien aux absurdités de l'organisation économique n'est pas une solution mais une sortie par le haut pour eux. Ils comptent reverdir leur image auprès des « consommateurs », tout en prenant prétexte de l'écologie pour faire payer aux travailleurEs les dégâts dont ils sont responsables. Dans l'industrie automobile, les patrons se préparent à licencier par milliers en raison de la fin du diesel, après s'être gavés de profits en produisant des véhicules trafiqués qui polluent au-delà des seuils réglementaires !

Un samedi en jaune et vert

Face à l'urgence climatique, il faut que les jeunes se battent pour retirer aux patrons les commandes de la société. Et ce sont aussi les travailleurEs qui sont les plus à même de mener ce combat. Eux qui sont au cœur de la production ont les moyens de la réorganiser pour qu'elle réponde non plus aux exigences de profits d'une poignée de capitalistes, mais aux besoins de toute l'humanité. Les marches mondiales ne sont que des premiers pas, à nous de mettre en avant la nécessité de la révolution internationale.

Ce samedi, une nouvelle marche pour le climat était organisée à l'appel notamment de Greenpeace et de Youth for Climate, mais ce sont les Gilets jaunes qui en ont en grande partie donné le ton. Ils montrent aujourd'hui que les travailleurEs peuvent très bien se battre pour l'environnement en luttant contre ces gouvernements au service des patrons. Si les organisateurs de la marche climat à Paris ont bien vite appelé au calme et quitté la manifestation quand la tournure qu'elle prenait leur a déplu, tout en dénonçant les violences policières, de très nombreux manifestantEs, habitués des vendredis et des samedis, ont poursuivi le défilé, montrant qu'ils et elles ne se laissent pas intimider par la police.

Bastien Thomas



55 mesures qui ne changeront rien

PLAN « ANTIDROGUE »

Le 17 septembre, le gouvernement a présenté à Marseille, ville particulièrement touchée par les règlements de comptes liés au trafic, son « Plan national de lutte contre les stupéfiants ». Dès l'intitulé on peut se douter qu'il y est assez peu question de prévention mais uniquement de répression, comme si la consommation de produits psychoactifs ne répondait pas à une demande sociale, dans une société qui va mal.

Ce plan, décliné en 55 mesures, répond à différentes préoccupations : d'abord liquider l'OCTRIS, l'organisme chargé depuis 1953 de la lutte antidrogue, complètement décrédibilisé par divers scandales de « livraisons surveillées », en clair par ses liens très étroits avec certains acteurs du trafic, qui ont notamment valu à son ancien patron, le commissaire François Thierry, d'être mis en examen pour association de malfaiteurs, complicité de trafic de stupéfiants et faux en écriture publique.

Il fallait donc tourner la page et également tenter de mettre fin aux perpétuelles rivalités des différents acteurs institutionnels : police, gendarmerie, douanes et magistrature. D'où la présence à Marseille des ministres de tutelle de ces administrations, Castaner, Belloubet et Darmanin.

« Renforcement des services et unités chargés de la répression »

Exit l'OCTRIS, vive l'OFAST, jeu de mot douteux faisant référence aux « go fast », voitures rapides utilisées pour convoier le cannabis depuis l'État espagnol. Doté de 150 agents, la mission de l'OFAST est de coordonner la lutte contre le trafic, elle intègre des agents des quatre administrations et sera dirigée par une représentante de l'Intérieur, secondée par un magistrat.



D'autres mesures techniques viennent compléter ce plan « anti-stup » dont la philosophie générale est résumée dans sa mesure 49 : la « mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renforcement des services et unités chargés de la répression ».

Pour démontrer au grand public que le gouvernement est inflexible en matière de répression et à l'écoute des populations des quartiers où se déroulent la plus grande part du trafic visible, deux mesures sont mises en avant : la création d'une plateforme anonyme permettant de signaler à la police un point de deal, et la systématisation des mesures d'éloignement des personnes condamnées pour

trafic : interdictions de paraître et expulsions locatives sont au menu, ainsi que la reconduite à la frontière pour les étrangers sans-papiers, dans une tentative sordide de lier trafic et immigration.

Plan inutile et inefficace

Ce plan est inutile et inefficace pour au moins deux raisons. D'une part la « guerre à la drogue » a échoué partout dans le monde. Comme l'a reconnu l'ONU à plusieurs reprises, la politique répressive n'a fait que générer une adaptation de plus en plus efficace des réseaux criminels, leur internationalisation, une augmentation des consommations, des décès par overdose et les atteintes aux droits humains.

La déclinaison française de cette politique, permise par la loi de 1970 sur la « répression de la toxicomanie et du trafic » a mené à une catastrophe sanitaire, enfermant des dizaines de milliers d'usagerEs d'héroïne dans les années 1980-1990, causant au bas mot 15 000 à 20 000 décès liés au sida, faute d'accès à un matériel stérile avant 1987. Le grand absent de ce plan, c'est bien la prévention, malgré l'annonce d'une campagne de prévention sur les risques sanitaires et judiciaires liés aux consommations. Enfin ce plan laisse les habitantEs des quartiers populaires seuls entre les dealers et la politique répressive : les mobilisations pour éloigner les points de deal, portées par les mères de famille, qui ont lieu à Saint-Denis ou Argenteuil ne sont absolument pas soutenues. Par ailleurs ce sont des jeunes issus de ces quartiers, n'ayant pas accès au monde du travail, qui deviennent les petites mains du trafic et qui sont victimes des règlements de comptes de plus en plus violents, à Marseille et ailleurs. La seule politique efficace serait d'abroger immédiatement la loi de 1970, dépénaliser l'usage, quel que soit le produit, laisser aux usagerEs la possibilité d'avoir sur eux leur consommation personnelle, comme c'est le cas au Portugal, mettre en place en premier lieu pour le cannabis un marché sous contrôle de l'État garantissant la qualité sanitaire des produits, à un prix permettant d'assécher le marché noir. Mais pour cela il faudrait un peu de courage politique et sortir des postures uniquement répressives.

Correspondant

IMMIGRATION Et en même temps, Macron est raciste

Qu'on se le dise : l'offensive raciste macronienne de rentrée est en marche ! Cette éccœurante opération n'est pas une nouveauté. Elle est même la énième du genre et pas la plus vaste, Sarkozy ayant battu tous les records en son temps. Mais elle mérite toute de même une rapide explication.

De manière immédiatement dispersive et diversive, elle répand un nuage de contre-mesures pour reléguer au second plan la question des retraites. Il faut toujours entretenir le zapping médiatique, d'autant que le pouvoir a bien compris qu'il devait laisser le temps au temps sur cette explosive question. D'ailleurs, renseigné des bienfaits publicitaires, dilatoires et confusionnistes du « Grand débat » du printemps, Macron a déjà lancé une seconde saison de son one man show présidentiel afin de repousser le vote final de la loi après les élections municipales de mars 2020. Trivialité de la communication politique comme de la gestion quotidienne de l'agenda médiatique, voilà ce qu'il en est de l'écume pragmatique et opportuniste de cette opération.

Faux choix bipartite

À l'opposé, on connaît bien le courant de fond qui sous-tend objectivement cette opération, lequel tient aux coordonnées et à la trajectoire de toute une période historique. Parce que chaque nouveau recul social doit être imposé avec des idées, valeurs, méthodes et institutions de plus en plus discréditées et décomposées par l'effet corrosif du précédent, la réaction antisociale est inséparable de la réaction antidémocratique et idéologique

dans une fuite en avant globale et objective. L'affrontement entre les progressistes et les populistes n'en n'apparaît dès lors que plus fictionnel et dangereux à la fois, tant il fonctionne comme la nouvelle forme de faux choix bipartite à l'heure du néolibéralisme pourrissant et du dépassement tant désiré de l'opposition entre droite et gauche, dans une offre d'alternance moins réelle que jamais où les premiers ne sont même pas un rempart aux seconds mais bien plutôt leurs paveurs cyniques au pire, munichoïses au mieux. Mais c'est finalement au milieu des profondeurs, dans la houle de la politique électorale comme forme sublimée de la construction de sa base sociale et de l'unification de la bourgeoisie qu'il faut chercher le sens spécifique de cette opération. Certes, singer le discours du RN permet justement d'approfondir le très dialectique tête-à-tête des alliés objectifs que sont Macron et Le Pen dans la course électorale et la (re) structuration d'un espace politique décomposé. Mais bien que Macron et Sarkozy entretiennent des

proximités de parcours et de profil, bien que le premier ait appelé le second au secours au plus fort de la crise des Gilets jaunes et que des liens plus ou moins ouverts soient maintenus, Macron ne tente pas vraiment de réitérer l'opération de siphonnage sarkoziste des voix lepénistes de 2007, cette ancestrale tactique que l'on nomme désormais pompeusement « triangulation ».

L'électorat de Fillon pour cible

C'est que sa déconfiture lors de la présidentielle de 2012 puis lors de la primaire de 2016 a démontré ce que l'on savait dès le départ : Sarkozy le bluffeur avait grillé son joker vis-à-vis du « peuple de droite », et plus jamais on ne pourrait préférer la copie à l'original. Plus encore et au présent, l'abyssale fracture de classe violemment et crânement creusée par Macron entre lui et la quasi-totalité du prolétariat empêche justement toute reconquête de celui qui est devenu « Jojo le Gilet jaune », a fortiori s'il a déjà vécu la déconvenue sarkoziste et se trouve désormais solidement ferré par le RN.

C'est donc un autre électorat que Macron continue et doit finir de séduire après un premier succès aux européennes. Cet électorat se compose des 20% d'enragés ayant symptomatiquement sombré avec Fillon en 2017. Il s'agit de ce bloc réactionnaire (petit-)bourgeois, vieux et souvent catholique, au cœur duquel siège la fraction la plus bête et arriérée de la bourgeoisie française, que le jeune impétrant pseudo-progressiste ne pouvait convaincre au départ mais dont la politique clientéliste, ultra-libérale et répressive, assortie d'une morgue de classe sans pareil, a fait progressivement apparaître comme le gendre idéal. Autrement dit : Fillon en mieux, tant on a vite oublié que ce dernier aurait probablement gagné en 2017 si la justice ne l'avait rattrapé. Car cet électorat borné ne connaît finalement que son intérêt bien compris, pour peu qu'on lui susurre les mots doux de l'idéologie dont il se soutient subjectivement dans un mélange paradoxal de suffisance et de conjuration : la supériorité indissociable de la classe et de la race.

Sylvain Madison

ISRAËL Retour sur les élections législatives

Le parti Bleu Blanc (Kahol Lavan) et le Likoud arrivent en tête avec respectivement 33 et 31 sièges sur 120.

Mais le Likoud et ses alliés naturels sont loin de la majorité espérée : 55 sièges au lieu de 61 (Likoud 31, Yamina - A droite 7, et les deux partis religieux ultra-orthodoxes 17). Tout dépendra du Parti russe d'Israël Beiteinu (Israël notre maison, 8).

Seule surprise réjouissante par rapport aux sondages, les fascistes de Otzma Yehudit (Puissance juive) ne franchissent pas – et de loin – le seuil de 3,25 % et n'ont donc aucun député.

Contrairement à des rumeurs insistantes les annonçant hors de la Knesset, le Parti travailliste et les sionistes du Meretz s'y maintiennent, bien qu'à un niveau très bas : respectivement 6 et 5 sièges. Enfin la Liste arabe unie obtient un très bon score : 13 députés.

Un référendum pour ou contre Netanyahu

En fait, il s'agissait moins d'élections législatives que d'un plébiscite, avec deux objectifs pour Netanyahu : être reconduit à la tête du gouvernement droite/extrême droite/ultra-orthodoxes, et éviter la prison au terme des procès pour corruption qui l'attendent.

Pour l'emporter, le Premier ministre n'a hésité devant aucun moyen, à commencer par la création artificielle d'une psychose de guerre. Dans la plus totale impunité, Israël, depuis des mois, a bombardé la Syrie, l'Irak et le Liban. Sans parler de Gaza, qu'il menace d'une guerre totale. Il a même été question de reporter les élections pour cause d'opérations militaires...

Ce référendum a littéralement écrasé le débat de politique intérieure et extérieure. Mais il est

Nous reproduisons, avec son aimable autorisation, un texte de l'historien et journaliste Dominique Vidal, publié sur son blog Mediapart.



WIKIMEDIA COMMONS

vrai qu'aucune alternative n'était proposée aux électeurs :

– la Liste arabe unie défendait une autre orientation, mais elle n'a pas pour vocation de rassembler l'électorat juif (même si un certain nombre de juifs ont voté pour elle) ;

– la gauche sioniste (Parti travailliste et Meretz), qui a dominé le paysage politique pendant des décennies, est désormais proche de l'agonie, et ses alliances ont aggravé la situation ;

– le parti Bleu Blanc ne se différencie guère du Likoud. Quand Netanyahu a annoncé l'annexion d'un tiers de la Cisjordanie et une guerre d'ampleur contre Gaza, Benny Ganz l'a accusé... de « copier son programme » !

En réalité, la véritable bataille se déroule au sein de la droite et de l'extrême droite :

– Avigdor Liberman, qui veut la peau de son ex-mentor, s'est transformé en héraut de la laïcité : il a

pris prétexte du blocage de la loi sur la conscription universelle (incluant les jeunes ultra-orthodoxes, jusqu'ici dispensés) pour empêcher Netanyahu de former au printemps une coalition. Il va sans doute poursuivre son chantage, mais jusqu'où ?

– Au sein même de la coalition, Ayelet Shaked (la femme au parfum « Fascisme ») a rassemblé l'extrême droite nationaliste religieuse avec Yamina pour se préparer à la succession.

– Enfin plusieurs « princes » du Likoud, dont Benny Begin, le fils de l'ancien Premier ministre, ont pour la première fois refusé de voter pour leur parti.

Droitisation de l'opinion

Au-delà des péripéties politiques, ce scrutin confirme la droitisation de l'opinion :

– À preuve l'évolution de son attitude sur l'annexion de la

Cisjordanie. En 2016, 70 % des sondés s'y déclaraient hostiles. En 2019, ils ne sont plus que 28 % ! Entre-temps, il est vrai, la loi du 6 février 2017 l'a légalisée, et Donald Trump l'a légitimée, s'agissant de Jérusalem et du Golan. Et Netanyahu a annoncé coup sur coup l'annexion des colonies, puis celle de la Vallée du Jourdain et enfin de Hébron. Quant au pourcentage de partisans de la solution dite « des deux États », il est tombé de 53 % à 34 %.

– Autre symptôme : la montée du racisme. Selon une enquête réalisée en mars 2018, il cible les Arabes (7%), les demandeurs d'asile (75%), les Éthiopiens (72%), les ultra-orthodoxes (65%), les LGBT (65%), les Juifs orientaux (43%) et enfin les Russes (39%)... Un sondé sur quatre affirme en avoir été lui-même victime. Enfin plus de 90 % des sondés pensent que les autorités ne font pas grand-chose ou rien pour éradiquer le racisme en Israël. Et 71 % jugent même que les politiciens et les leaders religieux radicalisent les discours racistes.

– De fait, jamais Netanyahu n'avait mené une campagne aussi violente contre les Arabes, accusés de « vouloir tous nous détruire – femmes, enfants et hommes ». Il a même tenté d'imposer la présence de militants munis de caméras dans les bureaux de vote à forte densité arabe, sous le prétexte de la fraude – alors que la plupart des tripatouillages recensés le 9 avril étaient le fait du Likoud. La Knesset a heureusement refusé. Reste à savoir jusqu'où le gouvernement d'union nationale qui se profile poursuivra la radicalisation entreprise par Netanyahu...
Dominique Vidal, le 19 septembre

IRAN De la prison pour avoir exigé des salaires impayés

Depuis deux ans, les luttes ouvrières se multiplient en Iran. Alors que la maigre ouverture économique qui avait suivi l'accord sur le nucléaire n'avait que peu profité aux travailleurEs, ce sont eux qui paient le prix fort du retour des sanctions imposées par Trump. Des enseignants contre le manque de moyens dans les écoles aux ouvriers confrontés aux salaires impayés, nombreux sont ceux qui ont bravé les interdictions de manifester et de faire grève.

Encore fin août, plus d'un millier d'ouvriers de la compagnie de production d'équipements lourds (HEPCO) ont défilé à Arak, à 300 kilomètres au sud de Téhéran, contre les salaires impayés et le manque d'investissements dans l'entreprise. Des secteurs entiers de l'usine sont à l'abandon et la production a chuté drastiquement.



DR

Des luttes contre les grands patrons inutiles

La plupart des ouvriers qui se sont mis en grève ces dernières années sont confrontés aux mêmes difficultés : leur entreprise a été privatisée et offerte pour une bouchée de pain à des proches du régime, qui payent les salaires au petit bonheur la chance et empochent les aides publiques et les bénéfices sans investir un sou dans la production.

C'est contre cette incurie que les ouvriers du complexe sucrier de Haft Tappeh, dans l'ouest de l'Iran, se mobilisent depuis fin 2017. Ils se sont mis en grève à plusieurs reprises, notamment en novembre et décembre 2018. Leur revendication du paiement des arriérés de salaires s'est rapidement étendue à la renationalisation sous contrôle ouvrier. Les grévistes ont élu un conseil ouvrier, prêt à exercer ce contrôle, qui pour le moment organise la lutte. Si ce conseil ouvrier est parvenu à rester clandestin pendant plusieurs mois, les grévistes manifestant à visage couvert, les dirigeants font désormais face à la répression, comme tous les militantEs et ouvrierEs qui relèvent la tête contre le régime et ses capitalistes.

La répression contre les militantEs ouvriers et leurs soutiens

Pendant que le régime islamique joue les gros bras face à Trump et à l'Arabie saoudite, il s'en prend surtout et avant tout au mouvement ouvrier. Ainsi, le 10 septembre, deux dirigeants ouvriers de Haft Tappeh ont été condamnés, l'un à 6 ans de prison et l'autre, Esmail Bakhshi, à 14 ans. Ce dernier, comme d'autres grévistes, avait déjà eu à subir les arrestations arbitraires et la torture. Une journaliste qui a soutenu la grève, et quatre autres journalistes qui cherchent à populariser les luttes ouvrières, ont également été condamnés à 18 ans de prison.

En août, deux syndicalistes, Marzieh Amiri et Atefeh Rangriz, interpellées dans la manifestation du 1^{er} Mai violemment dispersée par la police, ont également été condamnées, l'une à 10 ans et demi de prison et 144 coups de fouet, et l'autre à 11 ans et demi de prison et 74 coups de fouet. D'autres militantEs attendent encore leur procès en détention. Les chefs d'inculpation ? « Rassemblement et collusion contre la sécurité nationale », « action contre la sécurité nationale par la propagande », « perturbation de l'ordre public en participant à des rassemblements illégaux ». Autant de mouvements témoignant d'une certaine remontée des luttes ouvrières en Iran, et de militantEs auxquels nous devons apporter notre soutien, notamment en faisant connaître le plus largement possible leurs combats.
Maurice Spitz

GENERAL MOTORS Une grève historique ?

À l'appel de l'United Auto Workers (UAW), le syndicat des travailleurEs de l'automobile, 50 000 travailleurEs de General Motors (GM) sont en grève aux États-Unis depuis le lundi 15 septembre. La production est arrêtée dans les 55 usines et centres de pièces de rechange du groupe. L'UAW dispose du monopole de l'embauche pour ces 50 000 travailleurs, qui sont donc nécessairement « syndiqués ».

Des piquets de grève disposés devant l'entrée de toutes les usines, des témoignages de soutien se multipliant autour des usines aussi bien par les klaxons des voitures qui passent aux alentours que par les boissons et vivres apportées aux piquets de grève, des actions de solidarité menées par des syndicats d'autres branches, l'engagement des camionneurs à ne pas assurer le transport des pièces : c'est déjà une grève ouvrière inégalée aux États-Unis depuis plusieurs décennies.

Face à des attaques tous azimuts

Elle est la conséquence des attaques subies par les ouvrierEs : salaires bloqués, assurance santé mise en cause, usines fermées et plusieurs niveaux de salaire pour le même travail. Depuis 2017, les nouveaux embauchés touchent en effet la moitié du salaire des plus anciens. À cette division s'ajoute maintenant le recours à des travailleurEs « temporaires » recrutés directement par GM mais hors du contrat et des garanties signées par l'UAW. Et, enfin, il y a la



DR

sous-traitance sur sites de production, « hors contrat » elle aussi. GM a même créé une filiale pour cela. Scandale dans le scandale : touTEs ces salariéEs hors contrat n'ont pas droit au paiement des jours de grève par le syndicat.

Et l'agression la plus récente de GM a été l'annonce en décembre 2018 de la suppression de 14 000 postes de travail et la fermeture de 5 usines en Amérique du Nord, dont 3 usines de

montage au Canada, dans l'Ohio et près de Detroit, le cœur historique de la production d'automobiles.

La base dit non à tout mauvais accord

Tous les 4 ans, le syndicat américain UAW négocie les contrats de travail – salaires, emplois et prestations sociales – avec GM, Ford et Chrysler. Cette année, c'est avec GM que les négociations ont débuté. L'appel à

la grève fait suite à un premier échec de ces négociations, GM ne reculant sur aucune de ses attaques.

L'UAW est une machine dont, c'est un fait avéré, la direction est particulièrement corrompue, plusieurs de ses dirigeants étant sous le coup de poursuites pénales pour enrichissement personnel. Ce que la direction de GM n'a pas manqué de rappeler lors de ces négociations. Mais c'est une arme à double tranchant. Comme le note Dianne Feeley, animatrice de la « caravane des travailleurs de l'automobile », dans un article publié par Solidarity, la direction de GM aura bien besoin des représentants de l'UAW pour « vendre » auprès des salariéEs le nouvel accord qui finira probablement par être signé, car une consultation de l'ensemble des travailleurEs sous contrat est nécessaire. Plus la grève se prolonge, plus les travailleurEs trouvent de motifs de rester fermes sur leurs revendications, notamment une augmentation de salaire et la fin du système des salaires à plusieurs niveaux. En 2015, les travailleurEs de Chrysler avaient, dans le collège des travailleurEs les plus qualifiés, refusé un premier accord négocié par l'UAW. Un refus, par la base, d'accords n'intégrant pas les principales revendications des travailleurEs : voilà ce que cette grève massive signifie et prépare. Quel démenti des augures sur la fin des grèves ouvrières ! Quel encouragement pour les travailleurEs du monde entier si ceux et celles de GM gagnent !
Jean-Claude Vessillier

ARABIE SAOUDITE-IRAN :



Les soulèvements arabes de l'année 2011 et le processus de déstabilisation régionale qu'ils ont enclenché, combinés à la perte d'hégémonie étatsunienne consécutive à la déroute politique et militaire en Irak, ont contribué à accroître les rivalités entre puissances régionales, Iran et Arabie saoudite en tête. En Syrie, au Yémen, en Irak, au Liban... les affrontements diplomatiques, politiques et/ou militaires entre Arabie saoudite et Iran se sont ainsi multipliés, même si leurs troupes ne s'affrontent pas directement et s'il n'y a pas officiellement de guerre en les deux pays. C'est ce qui autorise à parler de « guerre froide » entre les deux puissances régionales, sans évidemment relativiser le caractère éminemment « chaud » des guerres en Syrie ou au Yémen, qui ont fait des centaines de milliers de victimes, avec des millions de déplacés et des situations humanitaires absolument catastrophiques. Une guerre froide entretenue par deux acteurs aux motivations diverses : du côté de l'Iran, la volonté expansionniste est manifeste, en Irak, au Liban ou en Syrie, tandis que du côté saoudien, c'est l'ultra-conservatisme et la volonté que « rien ne change » qui domine.

Le samedi 14 septembre à l'aube, des bombardements sur les installations pétrolières saoudiennes, commis par des drones armés de missiles, ont fait craindre le pire, avec la menace d'une conflagration régionale et d'une « guerre chaude ». À l'heure actuelle, et l'on ne peut que s'en réjouir, ce basculement n'a pas eu lieu, qui serait une catastrophe supplémentaire pour les peuples du Moyen-Orient.

« UNE FAÇON DE RENFORCER UN PEU PLUS L'IMAGE ET L'INFLUENCE DE L'IRAN DANS LES RAPPORTS DE FORCES RÉGIONAUX »

Entretien avec **Gilbert Achcar**, professeur à l'École des études orientales et africaines (School of Oriental and African Studies, SOAS) de l'Université de Londres.



Installations saoudiennes bombardées. DR

Comment comprendre les récents bombardements sur les installations pétrolières saoudiennes ? Quelles implications possibles ? Officiellement, ce sont des bombardements organisés par les forces houthies au Yémen, en représailles aux bombardements continus de leur pays par la coalition menée par les Saoudiens. C'est en tout cas ce qui a été annoncé. Mais évidemment, et ce n'est un mystère pour personne, l'Iran est très

certainement impliqué. Soit parce que, comme le soutiennent les Américains, une partie de ces bombardements proviendrait d'Irak, voire directement d'Iran, mais cela, nous n'en savons rien. Mais même si les drones sont partis du Yémen, et il semblerait même qu'il y ait eu des missiles de croisière impliqués, on voit mal comment les Houthis auraient les moyens technologiques de faire cela sans l'Iran.

Il est donc clair que c'est d'abord et avant tout un message de l'Iran qui a choisi de pousser les choses à leurs limites face aux États-Unis, en sachant que l'administration Trump, et Trump lui-même, ne sont pas dans une position leur permettant de prendre le risque d'un embrasement de la région. Donc l'Iran est en train de pousser les choses, en permanence, face aux États-Unis et à leurs alliés régionaux : c'est le sens

fondamental de ce qui s'est passé avec ce bombardement. Il s'agit aussi de souligner la vulnérabilité du royaume saoudien, et de montrer que toute attaque contre l'Iran pourrait entraîner, en retour, une attaque massive sur l'Arabie saoudite, et notamment, ce qui est très bien calculé, sur le pétrole, ce qui déclencherait une crise économique de grande ampleur à l'échelle mondiale. Avec ce bombardement relativement limité, on a eu une hausse de 20% des prix du pétrole en 24 heures, donc on peut imaginer ce qui se passerait en cas de conflagration régionale.

L'un des aspects que certains ont trouvé surprenant est que, tant du côté saoudien que du côté des États-Unis, les déclarations enflammées ont été suivies d'assez peu d'effets, et même d'une certaine retenue, voire d'une volonté d'apaisement...

Tout le monde sait que Trump est obsédé, désormais, par son deuxième mandat, par la possibilité de remporter une deuxième élection. Il ne prendrait donc pas le risque d'être responsable d'une grande catastrophe dans les mois qui viennent, ce que les Iraniens comprennent très bien, et c'est pour cela qu'ils poussent les choses, à la limite de la provocation, tout

en entretenant le flou sur qui bombarde, de manière à laisser la possibilité aux États-Unis de ne pas riposter. Même si les États-Unis disent que c'est l'Iran qui est responsable des bombardements, il n'y a pas de preuves tangibles, et Trump peut donc se permettre de ne pas riposter et de faire ce qu'il est en train de faire, qui est une preuve de faiblesse, même si le discours de son administration consiste à dire que la force des États-Unis est dans la retenue dont ils font preuve, avec l'envoi de troupes pour renforcer la protection du royaume saoudien. Quant aux Saoudiens, il ne faut pas oublier que l'Arabie saoudite n'est pas Israël, et qu'ils ne font rien sans le feu vert explicite des États-Unis, et encore moins après ce qui vient de se passer, qui montre leur vulnérabilité face à l'Iran. Ce serait une aventure insensée pour eux de se lancer dans une opération militaire sans le feu vert, et surtout sans l'appui, la participation, voire la direction des États-Unis. On peut tout à fait imaginer un allié des États-Unis comme Israël s'engageant dans des actions unilatérales : les Israéliens sont capables de le faire, ils ont une tradition d'autonomie militaire, même s'ils dépendent étroitement des États-Unis, ils ne sont pas un simple pion, il y a parfois des tiraillements entre eux et leur parrain. Les Saoudiens sont complètement dépendants de Washington, surtout lorsque l'enjeu est de faire face à une puissance régionale comme l'Iran.

Tu dis que l'Iran veut pousser les choses au maximum. Quel est leur objectif ? Est-on «seulement» dans le cadre de l'affrontement régional qui dure depuis plusieurs années avec les Saoudiens suite aux soulèvements de 2010-2011 ou les choses vont-elles au-delà ?

Il y a plusieurs niveaux entremêlés dans cette affaire, y compris ce qui se passe à l'intérieur même de l'Iran. Le fait que cette attaque survienne juste avant la réunion de l'Assemblée générale des Nations unies, au moment où tout semblait indiquer que Trump cherchait à avoir une réunion avec le président iranien Rohani, peut tout à fait indiquer qu'il s'agit d'une action des Gardiens de la Révolution qui sont, si l'on peut dire, l'aile dure du régime iranien et la force qui s'occupe de tout ce qui concerne les actions extérieures. Ils avaient affirmé qu'ils ne voulaient pas qu'une telle rencontre ait lieu, et il peut donc tout à fait s'agir d'une façon de saborder toute perspective de rencontre Trump-Rohani. Il faut tenir compte de cette dimension. Mais plus généralement c'est une façon pour l'Iran, et tout particulièrement pour l'aile expansionniste du régime iranien, qui ne cesse

d'étendre les pions à l'échelle régionale, de marquer le coup, de renforcer un peu plus l'image et l'influence de l'Iran dans les rapports de forces régionaux, de montrer la limite de la couverture, de la protection américaine. Il y a donc plusieurs façons de lire le message qui a été envoyé. Et plus globalement encore, c'est une réaction face à une administration étatsunienne qui a résilié l'accord qui avait été conclu avec Téhéran, une administration qui a augmenté les sanctions, avec des sanctions qui font mal, il ne faut pas le sous-estimer. L'économie iranienne en pâtit, cela nourrit le mécontentement social et on a vu, ces deux dernières années, une montée des mouvements sociaux en Iran [voir page 5]. C'est donc une riposte des plus durs du régime, une riposte qui attise les sentiments nationalistes dans la population iranienne. Leur idéologie principale, plus que l'intégrisme islamique chiite, est en effet, par rapport à la population locale, ce qui est différent des alliés régionaux, le nationalisme, comme on l'a encore vu récemment avec le grand défilé militaire à Téhéran, et toutes les gesticulations qui l'ont accompagné.

Y a-t-il un risque de conflagration régionale, ou l'ensemble des acteurs sont-ils dans une logique de démonstrations de force, avec la conscience qu'ils doivent se contenir afin d'éviter de perdre tout contrôle sur la situation ?

Du côté iranien, on teste, on pousse le bouchon jusqu'à ce qui semble être la limite au-delà de laquelle on invite à une inévitable riposte. Mais ils ne vont pas jusque-là, sinon ils auraient par exemple affirmé que ce sont eux qui avaient organisé ou mené les bombardements sur l'Arabie saoudite. On laisse donc un flou, en sachant que Trump n'a aucune envie de s'engager dans une aventure militaire : ils le savent, ils en profitent, ce qui est de bonne guerre de leur point de vue. Mais on sait très bien aussi que dans ce genre de jeu, il est impossible de tout contrôler. Il peut y avoir un dérapage qui crée un engrenage fatal, et donc il est clair que là, on joue avec le feu. Et c'est pour cela que les alliés des États-Unis, en particulier l'Europe, sont très inquiets. Car l'Europe est en première ligne pour subir les conséquences d'un tel engrenage, y compris et notamment au niveau du pétrole : une flambée des prix du pétrole aurait, pour l'Europe, des conséquences bien plus désastreuses que pour les États-Unis qui ont vu, avec le pétrole de schiste, leurs capacités de production revenir à des niveaux inégalés depuis fort longtemps. Donc en cas de flambée des prix du pétrole, c'est

l'Europe qui en subira le plus les conséquences du point de vue de sa balance commerciale. D'où la grande crainte des dirigeants européens, et d'où aussi l'attitude de Macron, qui a joué le rôle d'entremetteur entre Rohani et Trump. Le président français s'est saisi du fait que Trump veut se placer dans une dynamique d'apaisement, obsédé qu'il est par son envie de gagner le prix Nobel de la paix, comme Obama. Macron a invité le ministre des Affaires étrangères iranien lors du G7 de Biarritz à la fin du mois d'août, avec bien évidemment l'accord de Trump, sinon cela aurait été pris comme une provocation, et il a été actif dans la préparation d'une rencontre entre le président iranien et le président des États-Unis. Sauf que maintenant, les choses sont très compromises, même si avec Donald Trump, rien n'est à exclure, tant il a montré qu'il pouvait être imprévisible dans tous les domaines, y compris la diplomatie. Si Trump y voit son intérêt, il essaiera de le faire. La question qui se pose aujourd'hui concerne plutôt le côté iranien : si Rohani est prêt à rencontrer Trump, cela se fera, mais Rohani a un problème avec l'aile dure du régime iranien qui met comme condition à toute rencontre une suppression des sanctions contre l'Iran.

Une dernière question concernant Israël. Netanyahu a certes des problèmes intérieurs à régler, mais on peut là aussi être surpris du peu de réaction suite aux bombardements sur l'Arabie saoudite, tant on sait que pour les dirigeants israéliens la thématique de la «menace iranienne», souvent qualifiée de «menace existentielle», est omniprésente.

Les problèmes intérieurs dont tu parles sont un des éléments de plus de la situation. On a parlé de la position de Trump, mais celle de Netanyahu est très inconfortable. Au moment où l'attaque a eu lieu, il avait bien d'autres problèmes à régler [voir page 5] et, pour le moment, les choses sont paralysées en Israël. Mais si l'on en revient à la question de l'Iran, ce qu'on peut dire c'est que les Israéliens peuvent prendre des initiatives militaires dans leur pourtour, mais à une distance comme celle de l'Iran, avec en plus le Hezbollah, dont ils savent qu'il a lui aussi des drones et des missiles en pagaille, ils ne peuvent pas le faire sans feu vert étatsunien. L'Iran est un trop gros morceau pour que quiconque, parmi les alliés des États-Unis dans la région, puisse prendre le risque d'une quelconque initiative sans feu vert de Washington.

Propos recueillis par Julien Salingue



AU YÉMEN, LES PEUPLES PAIENT L'ADDITION DU CONFLIT ENTRE ARABIE SAOUDITE ET IRAN

Depuis 2015, Mohamed Ben Salman, MBS, «l'homme fort» de l'Arabie saoudite, mène une sale guerre au Yémen.

Une guerre contre les Houthis, soutenus par l'Iran, mais surtout une guerre pour assoir son nouveau pouvoir. Une guerre pour montrer aux USA qu'il est le seul vrai rempart face aux jihadistes et aux révolutions, et qu'il n'y a rien à espérer du côté de l'Iran, réintégré en 2015 par Barak Obama dans le jeu régional, avec l'accord sur le nucléaire. Une guerre qui a fait des milliers de morts, déclenché une terrible épidémie de choléra, amené à la famine 11 millions d'enfants yéménites, mais une guerre qu'il est incapable de gagner.

L'armée du premier importateur d'armes de la planète, avec 65 milliards de dollars, a montré qu'elle ne voulait pas se battre au Yémen, dès qu'elle y a eu ses premiers morts. Alors l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis mènent leur sale guerre, en bombardant hôpitaux et marchés, mais aussi en finançant milices tribales, groupes sunnites jihadistes, mercenaires colombiens ou milices soudanaises janjawis de sinistre réputation. Une guerre qui dure depuis 4 ans. Une guerre qu'ils ne peuvent gagner. Même si elle est soutenue par les USA de Trump, mais aussi par le renseignement militaire français avec ses satellites Hélios, les canons Caesar de Nexter et les corvettes repeintes aux couleurs émiraties. Sa coalition se fracture. À Aden, milices sunnites, soutenues par l'Arabie saoudite, et indépendantistes du Sud soutenus par les Émirats, pourtant alliés, s'affrontent à l'arme lourde !

Soutien de l'Iran aux Houthis

Le 14 septembre, une vague de drones et de missiles frappaient deux des plus grands sites pétroliers de l'Arabie saoudite, à Khurais et Abqaiq. L'Arabie saoudite de MBS, premier exportateur de pétrole du monde, et la société pétrolière Aramco perdaient ainsi 50 % de leur capacité de production. La perte de 5 % de la production mondiale faisait monter les prix du pétrole. L'introduction en Bourse de 5 % de l'Aramco, promise par MBS, s'éloignait encore un peu... Les Houthis ont

revendiqué cette attaque de missiles et de drones. Ils avaient déjà attaqué deux stations de pompage d'un oléoduc en mai, l'aéroport de Abha en juin, le champ de pétrole de Shaybah en août. Que les missiles viennent en réalité du Yémen ou des milices chiites d'Irak, le conflit est porté sur le territoire de l'Arabie saoudite. Cette progression fulgurante des

pions dans les mains de l'Iran. S'ils ont pris le pouvoir à Sanaa en 2014, ce n'est pas grâce aux Iraniens. Ils ont d'abord profité du discrédit du nouveau président Hadi, soutenu par l'Arabie saoudite, installé contre la révolution de 2011, et qui venait de monter les prix du gaz et du pétrole, sur injonction de la Banque mondiale. Ils ont aussi bénéficié des forces



DR

capacités balistiques des Houthis n'a été possible que grâce à l'aide militaire de l'Iran.

Pour expliquer cet appui des Gardiens de la révolution islamique aux Houthis, il ne faut pas chercher d'abord du côté d'une solidarité «chiite», tant l'islam chiite duodécimain des Iraniens est éloigné de l'islam chiite des Houthis zaïdites, très proche du sunnisme. Ce n'est réellement que depuis 2012, quand la dictature syrienne de Hafez el-Assad a été confrontée à la révolution, puis à de multiples groupes jihadistes financés notamment par l'Arabie saoudite, que les mollahs, qui ont sauvé militairement et financièrement la dictature syrienne, ont commencé à soutenir les Houthis. Comme une manière de mettre une épine dans le pied de l'Arabie saoudite, de compenser leurs faiblesses défensives face à ce pays par l'entretien de foyers de conflits.

L'échec de Mohamed Ben Salman

Ce qui ne veut pas dire, loin de là, que les Houthis sont de simples

militaires de l'ancien dictateur Ali Abdallah Saleh, abandonné par Ryad au profit de Hadi, le même Saleh qui les bombardait quelques années auparavant, au nom de la lutte contre le terrorisme, et qui a vu dans ce retournement d'alliance le moyen de se réintroduire dans le jeu politique yéménite. Les bombardements des grands sites pétroliers de l'Arabie saoudite signent d'abord l'échec de Mohamed Ben Salman, dans ses opérations guerrières au Yémen pour isoler l'Iran, comme il avait échoué à isoler le Qatar, à étouffer l'assassinat de Jamal Khashoggi, à retenir en résidence surveillée le Premier ministre libanais Saad Hariri. Mais ces bombardements font une démonstration plus stratégique. Les USA de Trump sont incapables de protéger les puits de pétrole du premier exportateur de pétrole au monde, son allié le plus fidèle, le principal destinataire de ses ventes d'armes ! Mais dans ce bras de fer indirect entre l'Iran, l'Arabie saoudite et les USA, ce sont les peuples qui payent l'addition de la guerre.

Frank Cantaloup



Rohani (au centre). DR

DROIT D'ASILE Macron prépare des charters pour les AfghanEs

Le 18 septembre, l'Assemblée nationale (après le Sénat) a voté majoritairement et sans état d'âme la ratification d'«un accord européen de coopération en matière de partenariat et de développement» entre l'Union européenne (UE) et l'Afghanistan, dont le but principal (article 28) est d'expulser plus d'AfghanEs en «situation irrégulière».

Selon la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA), au cours des neuf premiers mois de l'année 2018, 2798 civils ont été tués et 5252 blessés, victimes des attaques des groupes armés mais aussi des frappes aériennes du gouvernement et des forces internationales. D'après une étude de l'Organisation internationale pour les migrations publiée en mai dernier, l'Afghanistan compte plus de 3,5 millions de personnes déplacées.

Le plus important groupe de demandeurEs d'asile

En fait, cet accord, le Joint Way Forward, avait déjà été signé en 2016 par l'UE. Il prévoit des mesures visant à faciliter le retour et la réadmission des ressortissantEs afghanEs : l'utilisation de vols non réguliers vers Kaboul, communs à plusieurs États membres de l'UE, organisés et coordonnés par l'Agence européenne Frontex, et la construction d'un terminal dédié à leur retour à Kaboul. Il ouvre également la voie au retour des femmes et des enfants non accompagnés sans faire la moindre mention de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Cet accord, signé à l'époque sous la pression de l'Allemagne qui recevait le plus de réfugiés afghans mais sans aucune clause d'obligation pour les États membres de l'UE, est aujourd'hui ratifié par la France. Beaucoup d'AfghanEs n'ayant pas pu obtenir l'asile en Allemagne ont cherché un refuge en France où ils et elles sont devenus le groupe le plus important de demandeurEs d'asile. Jusqu'à présent, les expulsions directes vers l'Afghanistan étaient plutôt rares même si, en application inhumaine de la procédure Dublin, de nombreuses expulsions ont eu lieu vers les pays qui, comme l'Allemagne, la Suède ou la Norvège, n'hésitent pas à renvoyer les AfghanEs vers les prisons ou la mort. D'après Amnesty International, 800 AfghanEs ont déjà été renvoyés par les États de l'UE depuis le début de l'année.

Avec la fin de l'obligation de «laissez-passer consulaires» pour les ressortissantEs afghans et l'assurance de la «coopération» de la République islamique d'Afghanistan – devenue très fréquentable, tout comme la Libye ou la Turquie –, on peut s'attendre à ce que le gouvernement français organise avec zèle des charters à destination de Kaboul. Pour mettre fin à ces politiques criminelles, il n'y a que nos mobilisations solidaires pour s'opposer à toutes les expulsions.

Josie Boucher

DÉCHETS NUCLÉAIRES

« Vent de Bure » : cap sur Nancy

Depuis 25 ans, l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) souhaite enfouir les déchets radioactifs les plus dangereux dans le sous-sol de Bure, dans la Meuse, au sein de l'installation Cigéo. Alors que les travaux vont s'accroître, c'est maintenant ou jamais qu'il faut faire barrage à ce projet.

Après deux ans d'inaction, l'offensive de l'Andra pourrait reprendre. Des travaux dits « préparatoires », car ils doivent être réalisés avant la construction du centre, débiteront sur le territoire sans doute dès l'automne 2019.

Contre la poubelle nucléaire

Il s'agit de travaux de grande ampleur pour permettre l'adduction en eau,

l'alimentation en énergie de Cigéo, ou encore la réalisation d'importants travaux ferroviaires et routiers. Une fois ces travaux très coûteux réalisés, la construction de Cigéo apparaîtrait alors comme inévitable. La construction du centre pourrait ensuite être autorisée par un simple décret du gouvernement.

La bataille contre la poubelle nucléaire ne se gagnera pas en entravant son cheminement administratif mais en

remportant le rapport de forces.

Se mobiliser contre Cigéo, c'est dire non à la fuite en avant que constitue la poursuite de la production de déchets radioactifs ingérables. Se mobiliser contre Cigéo, c'est dire non à la criminalisation des personnes qui s'opposent à la destruction des territoires au nom d'un projet absurde.

Se mobiliser contre Cigéo, c'est mettre en échec la filière nucléaire qui a besoin d'un

RETRAITES Mardi 24 septembre : un tour de chauffe sous l'eau

La journée de mobilisation contre la réforme des retraites du 24 septembre s'inscrivait dans un calendrier très étalé mis en place par les différentes organisations syndicales. Alors que l'on pouvait penser que cet éparpillement serait démobilisateur, ces journées ont été utilisées par beaucoup comme une première répétition.

Ainsi, ce mardi, la CGT, la FSU, Solidaires, l'Unef et l'UNL appelaient à manifester dans 150 villes, sous un mot d'ordre large, commun aux dernières mobilisations : «*Emploi, salaires, services publics, retraites : stoppons la régression sociale !*», avec des appels à la grève dans un certains nombres d'entreprise et de services. Ainsi, même si la grève a été moins massive à la RATP que vendredi 13 septembre, de nombreuses lignes de métro, RER, tramways étaient en service réduits. De même à la SNCF, où la mobilisation sur les retraites rejoint celle contre la désorganisation de l'entreprise, et donc beaucoup de transiliens, intercités et TGV ne roulaient pas ce jour.

De Marseille à Brest...

En ce qui concerne les manifestations, la mobilisation est celle d'un début de mouvement.

À Marseille, 25 000 manifestantEs, essentiellement CGT (80%), un peu de Sud, très peu de FSU, petite présence des organisations politiques (PCF, LO, NPA). À Clermont-Ferrand, 1500 personnes à l'appel de la CGT soutenue par la seule Unef. Pas de banderole de tête, peu de slogans. Solidaires localement n'appelaient pas, mais était présents (Sud CT, PTT, Santé sociaux, Solidaires étudiants). Pour la CGT présents AIA, santé, eau de Volvic, EDF, Finances publiques, Michelin... Une dizaine de camarades de l'Unef. Le PCF avec un point fixe, LO, NPA, FI, présence d'Attac. 1500 à Saint-Étienne et un petit millier à Limoges.

À Rennes, 2 000 personnes, 60-70% CGT (rail et transports bien représentés), FO et FSU (qui appelaient sur le 35) autour de



40 personnes chacune, une grosse centaine Solidaires (éducation, santé, territoriaux), PCF et LO assez nombreux, NPA, jeunesse complètement absente. Environ 600 personnes à Lorient pour manifester de la maison des syndicats au centre-ville.

À Angers 500 manifestantEs ; au Mans, 500 manifestantEs à l'appel de la CGT et de Solidaires mais surtout CGT dont SNCF, hosto et Renault. Présence significative de Gilets jaunes. Après la manif, rassemblement à l'appel des mêmes devant le commissariat central en solidarité avec un Gilet jaune convoqué le matin même et mis en garde à vue. Une convergence syndicats-Gilets jaunes très appréciée.

À Saint-Nazaire, plus de 700 personnes étaient réunies, place de l'Amérique latine pour défiler jusqu'à la chambre de commerce et d'industrie. Pas mal de pluie à Tours, ce qui a refroidi les potentiels manifestantEs. Au total, un bon millier dans la rue sans vraiment de cortèges de boîtes. À 80% CGT, un peu Solidaires et quelques FSU.

En Bretagne : Brest, 1500 ; Quimper, 300 à 400 (retraités, hosto, enseignantEs, quelques boîtes du privé, commerce et agro), 80% CGT, reste Solidaires, FSU et UNSA. Manifestation peu dynamique et peu relayée en amont dans les boîtes ; Carhaix : 100 ; Quimperlé : 160 ; Morlaix : 120.

Du Havre à Bordeaux...

En Normandie, rassemblement de syndicalistes CGT et de Gilets jaunes, qui ont bloqué l'A131 dans le sens Tancarville-Le Havre. À Rouen, sous une pluie battante, 1600 personnes, 1000 CGT, 300 Solidaires et environ 200 Gilets jaunes en cortège en fin de manif, partie la plus dynamique de la manif qui a fusionné en partie avec celui de Solidaires. Quelques militants isolés de la FSU.

À Caen, autant d'eau et 500-600 courageuses et courageux qui ont répondu à l'appel de la CGT, de Solidaires et de la FSU, ainsi que plusieurs noyaux de Gilets jaunes, toujours actifs en cette rentrée. Le parcours était d'ailleurs pensé pour rallier les différents secteurs en lutte. Partis de la principale caserne de pompiers, passage devant le CHU, le centre des impôts, avant de finir le rassemblement à l'université ; 2000 personnes au Havre. Lille : quelques milliers en manif. Surtout public. Des taux de grève moyens à la SNCF mais majoritaires dans quelques services (60% au contrôle). 150 à

Compiègne, 500 à Creil, 1000 à Reims, 800 à Strasbourg.

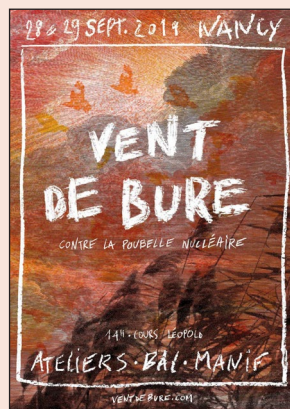
Entre 2000 et 3000 manifestantEs à Bordeaux sous la pluie. Essentiellement militantEs, peu de cortèges de boîte mais des salariéEs de toutes petites boîtes qui avaient débrayé. Nombreuses discussions sur la situation, les suites, la politique des syndicats.

De Besançon à Paris...

À Besançon, environ 300 personnes entre la place de la Révolution jusqu'à l'Hôtel de ville, rejointes par un groupe de Gilets jaunes. À Dijon, rassemblement de 170 personnes, à l'appel de la CGT. Présence de Sud Rail avec drapeaux, quelques Gilets jaunes. À Grenoble, 850 manifestantEs, un hôpital de campagne a été monté «pour expliquer ce que sera l'hôpital de demain [où] il faudra un système assurantiel pour bien se soigner, que seuls les plus riches pourront se payer», selon Damien Bagnis, secrétaire départemental CGT Santé-Action sociale. À Lyon, 5000, en majorité CGT.

Toulouse : 3000-3500, CGT le plus gros, petits cortèges Solidaires et FSU, pas de Gilets jaunes. À Nîmes, à l'appel de la CGT et Solidaires, moins de 1000 personnes. Beaucoup de retraités. Des délégations d'entreprises plus ou moins grandes : cheminotEs, CHU, Marcoule, Perrier, éducatif, territoriaux... Manif à Alès avec barrage filtrant. Une mobilisation de 2000 personnes à Montpellier. Perpignan, 1500 maximum, en-deçà donc des précédentes «journées d'action». FSU et Solidaires (qui appelait aussi ici). Les bus départementaux, par contre, bien en grève mais pas présents dans la manif. Présence de Gilets jaunes, à nouveau dans une initiative syndicale. Absence des jeunes. À Paris autour de 15 000 manifestantEs avec un important cortège de la CGT, le reste très petit (FSU, Solidaires, UNSA). Cortèges éducation et Solidaires moins longs mais dynamiques (notamment cheminots Sud Rail).

Robert Pelletier (avec correspondantEs locaux)



exutoire à ses déchets pour pouvoir se relancer. Le NPA appelle à converger à Nancy le week-end des 28 et 29 septembre pour la mobilisation « Vent de Bure » contre le projet Cigéo ! Des bus sont organisés au départ de Paris, Nantes, Toulouse, Montpellier, Dijon, Tours, Mulhouse...

Correspondante
Infos: ventdebure.com

IMMIGRATION L'Aide médicale d'État attaquée

Le gouvernement a chargé des inspecteurs de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) et de l'IGF (Inspection générale des finances) d'une mission proposant une remise en cause de l'Aide médicale d'État (AME). Leurs propositions seront discutées dans le cadre du débat sur l'immigration à partir du 30 septembre au Parlement.

Macron s'était pourtant engagé à ne pas toucher à l'AME. Les temps ont changé : « En prétendant être humaniste on est parfois trop laxiste », vient-il de

déclarer en draguant sur les terres de la droite et du Rassemblement national. L'AME, instaurée en 1999, est une couverture maladie destinée aux seuls étrangers en situation irrégulière. Ils et

Même si nous savions, depuis le 17 septembre, qu'on ne pouvait plus empêcher nos licenciements (déclaration d'incompétence de la cour d'appel), il s'agissait pour nous, encore et encore, de dénoncer la fermeture de l'usine, la politique destructrice de la multinationale Ford et les capitulations des pouvoirs politiques, de l'État comme des collectivités territoriales.

Convergence

Cela peut sembler décalé de l'écrire mais, d'une certaine manière, on finit en beauté. La manifestation unitaire contre les licenciements et la précarité a réussi à regrouper comme un échantillon de la population, du toutEs ensemble que nous espérons tant. Nous étions 500, peut-être un peu plus, syndicalistes, associations, politiques, soutiens fidèles, des habitantEs et quelques salariéEs de l'usine. Des drapeaux et banderoles mélangées, avec les Gilets jaunes, les blouses blanches des urgentistes en grève... pour dire que nous étions toutEs concernés par une fermeture d'usine, pour défendre tous les emplois dans le privé et dans le public, pour affirmer que la lutte contre les licenciements partout, c'est forcément tous ensemble.

Le cortège a rejoint l'acte 45 des Gilets jaunes et la manifestation écologiste du début d'après-midi, tout ce monde regroupé au même endroit à la même heure, affichant et concrétisant, au moins un instant, la convergence de nos luttes diverses. Et puis le soir, nous nous sommes retrouvés au Krakatoa, nombreux

FORD BLANQUEFORT On perd... mais on n'est pas morts pour autant!

Il s'agissait sans doute, ou peut-être pas (qui sait?) des dernières initiatives de la CGT-Ford. Ce samedi 21 septembre se sont déroulées une manifestation dans les rues de Bordeaux puis une soirée de solidarité au Krakatoa.



@RAFAR33

(un millier) pour un moment festif, de solidarité et de résistance. Avec des artistes, des comédiens amateurs (pour la lecture théâtralisée de textes parus dans le livre *Ford Blanquefort - même pas mort*), des groupes de musique, des chanteurs, des humoristes, avec l'aide des salariéEs de la salle. À 4 places près, c'était complet (1096 billets vendus), donc la salle était pleine, dans une ambiance fraternelle, solidaire. Avec beaucoup d'émotion bien sûr, car la lutte contre la fermeture de l'usine, c'est une histoire de 13 ans (première manif en février 2007) et ça fait bizarre de se dire que c'est fini.

Garder la tête haute

Mais nous n'avions pas envie de pleurer ni de dire c'est fini, ou de se dire au revoir, même si, on le sait bien, la suite, quelle qu'elle soit, cela ne sera plus pareil. C'est pour cela que le message était d'affirmer que la bataille continuera, en justice évidemment mais pas seulement. Nous voulions empêcher la fermeture, nous voulions faire interdire les licenciements parce qu'illégitimes, inacceptables, illégaux tout simplement. Mais notre défaite, notre échec c'est essentiellement la dérobade scandaleuse de tous

ceux qui avaient les moyens d'agir, de contraindre Ford, d'imposer le respect de l'intérêt collectif.

La justice s'est dérobée, à la fin certes, mais à la suite d'une chaîne de dérobades, d'abandon de l'intérêt général, de manque de courage, d'incompétence aussi de la part de l'État comme des collectivités territoriales. Il y avait les moyens que cette histoire se finisse différemment. Il n'y avait aucune fatalité dans cette fermeture. La posture d'impuissance de ceux qui ont le pouvoir, le silence ou la résignation dans les médias, cette soumission à la logique capitaliste nous coûte très cher.

C'est tout cela qui nous met en colère. Certes nous sommes tristes mais l'injustice, le cynisme, la brutalité de ce que nous vivons, tout comme le soutien et la solidarité qui s'expriment autour de nous, donnent l'énergie et le moral pour batailler encore, pour dire que Ford n'en a pas fini avec nous et qu'on cherchera encore les brèches, les chemins pour défendre nos intérêts, pour tenter de bousculer les routines, pour garder la tête haute.

Philippe Poutou

IBIS BATIGNOLLES

Les 17^e et 18^e arrondissements fêtent les grévistes

Vendredi 20 septembre, le collectif local de soutien aux grévistes de l'hôtel Ibis Batignolles organisait une fête de quartier pour appuyer les revendications des femmes de chambre et donner à leur lutte plus de visibilité.

Dès le milieu de l'après-midi, les premiers organisateurs arrivent sur le point de rendez-vous : l'entrée du Parc Martin-Luther-King, un lieu de passage situé à quelques mètres de l'Ibis Batignolles. Rapidement c'est près d'une quarantaine de militantEs de 18 organisations associatives, syndicales et politiques locales qui s'affairent pour installer le barnum, commencer la diffusion des tracts et faire tourner la caisse de grève.

La sous-traitance dans le viseur
Cécile, dans une intervention au nom du collectif, explique : « *Il nous a semblé à toutes et tous absolument évident que, quand une lutte se*



DR

déroule dans nos quartiers, dans les quartiers où on milite, il est normal qu'on soit au côté des grévistes pour les défendre, pour populariser leur lutte auprès des habitantEs, les soutenir et les aider à poursuivre jusqu'à ce que l'hôtel finisse par céder. » À l'Ibis comme dans de nombreux hôtels, les grévistes sont

embauchés par des sociétés de sous-traitance – la dernière en date étant STN – qui au fil du temps ont considérablement durci les conditions de travail : cadences infernales, harcèlement et menaces, rémunération à la chambre et non-paiement des heures supplémentaires... sont autant de raisons au déclenchement de ce conflit.

Leur première revendication est d'être embauchés par le groupe hôtelier, pour « *ne plus passer par ces voyous de la sous-traitance qui font du profit en maltraitant les femmes de chambre* » explique Aboubakar Traoré, équipier à l'hôtel et représentant syndical.

Les salariéEs viennent d'entamer leur troisième mois de mobilisation. Pour tenir sur la longueur, toutes les initiatives de soutien sont bienvenues : « *nous avons besoin de tout le monde, nous avons besoin de votre aide et de votre solidarité!* » explique Rachel Kéké.

Une aide financière, pour alimenter la caisse de grève et compenser les pertes de salaires¹, mais aussi une aide militante, par exemple pour donner de l'ampleur à la campagne de boycott récemment lancée².

Marion (Comité NPA Paris 17-18^e)

1 – <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/00z7r5n8>

2 – Campagne « Je boycotte ACCOR » :

<https://www.facebook.com/>

Je-Boycotte-ACCOR-105465797511981/

CHRONOPOST 100 jours de grève : la mobilisation des sans-papiers continue

Après le siège national de Chronopost le 9 juillet, puis celui de La Banque postale le 1^{er} août, la préfecture du Val-de-Marne le 11 septembre, c'était au tour le 18 septembre du siège national de La Poste. Nous étions environ 200 à manifester en fin d'après-midi dans le 15^e arrondissement de Paris à l'appel des travailleurs sans-papiers de Chronopost, qui ont multiplié les initiatives tout l'été.

Cela fait plus de 3 mois que des dizaines de travailleurs sans-papiers sont en grève. Ils campent nuit et jour devant l'entrée de l'agence Chronopost d'Alfortville (Val-de-Marne). Et ils se battent pour leur régularisation et leur titularisation. Chronopost, filiale à 100% de La Poste, elle-même entreprise à capitaux 100% publics, les exploite en toute connaissance de cause en se cachant derrière un système de sous-traitance en cascade, et en leur imposant des conditions de travail esclavagistes : temps partiel imposé, embauche à 3 ou 4 heures du matin, refus de payer les heures sup, pas de pauses, menace permanente de renvoi en cas de maladie, d'absence ou de réclamation...

Pourrissement

L'État et les entreprises concernées sont complices depuis le début et jouent le pourrissement. La direction de La Poste explique qu'elle n'est pas leur employeur et qu'elle n'a rien à voir avec tout ça. Pourtant, elle fait toujours affaire avec les mêmes entreprises sous-traitantes et elle n'a aucun scrupule à empocher les profits produits par leur surexploitation. La préfecture du Val-de-Marne veut faire du cas par cas et demande des documents officiels, que La Poste et ses sous-traitants refusent de donner. Le ministère du Travail, qui aurait pourtant fort à faire avec ce cas d'école, se hâte lentement.

Mais la situation est en train d'évoluer. Les travailleurs sans-papiers de Chronopost montrent une détermination à toute épreuve, malgré les difficultés. Ils bénéficient d'un important soutien, de la part du Collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry, qui est à l'origine de cette mobilisation, de la fédération Sud-PTT et de Solidaires Val-de-Marne, de structures locales de la CGT (à noter l'absence, incompréhensible, de l'UD CGT du Val-de-Marne), de pas mal d'élus locaux (députés, maires, sénateurs, conseil départemental), etc.

La Poste sur la défensive

Enfin, la direction de La Poste est clairement sur la défensive. L'entreprise a déjà été condamnée plusieurs fois pour travail dissimulé. Et son image de marque en a pris un sacré coup avec la diffusion le 12 septembre d'un reportage sur France 2, qui montrait la souffrance au travail de ses salariéEs, y compris de cadres, causée par des méthodes de management qui n'ont pas grand-chose à envier à celles qui étaient en vigueur à France Télécom et qui ont valu récemment la condamnation de la direction de cette entreprise lors d'un procès fort instructif.

Correspondant

Pour soutenir la mobilisation des Chronopost :

– Tous les passages sur le piquet de grève, 2, chemin de Villeneuve-Saint-Georges à Alfortville (94), à la rencontre des camarades en lutte sont importants

– Une cagnotte en ligne à été mise en place : <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/7g909is1>

– Une pétition de soutien est en ligne : <http://chng.it/XWFPjQyNBB>

elles doivent, pour en bénéficier, justifier d'au moins 3 mois en France, et avoir un revenu inférieur à 746 euros par mois. Ils sont actuellement 300 000 à en bénéficier. Mais la démarche administrative est complexe, et rassembler les documents nécessaires est un véritable parcours du combattant, qu'il faut renouveler chaque année. Les ruptures de droits sont alors fréquentes, avec des conséquences déléteres sur la santé.

Les remises en cause envisagées semblent être de trois ordres : instauration d'un ticket modérateur, réduction du panier de soins et création de centres de soins dédiés aux sans-papiers.

Vers un renoncement au soin

L'attaque financière n'est pas une nouveauté : déjà en 2002, une première tentative de mettre en place un ticket

modérateur n'avait pas abouti ; en 2011, Sarkozy instaurait une franchise annuelle de 30 euros, abandonnée en 2012 ; en juin 2018, la droite propose, sans succès, un vote au Sénat pour limiter l'AME aux soins urgents.

L'argument toujours avancé est le coût de l'AME : 943 millions, soit 0,5% des dépenses de l'assurance maladie. À titre de comparaison, les seuls dépassements d'honoraires étaient de 3 milliards en 2017...

Toute pénalisation financière aboutira inexorablement à des retards et à des renoncements aux soins pour des personnes en très grande précarité, vivant dans des conditions indignes et dont la priorité n'est déjà pas la santé, mais la survie au jour le jour. En les éloignant encore un peu plus du soin, ils présenteront des pathologies plus avancées

avec des complications... qui coûteront toujours plus cher à la collectivité.

La limitation annoncée du panier de soins est tout aussi inquiétante, tant du point de vue de la santé individuelle que de la santé publique. Le panier de soins actuel garanti aux bénéficiaires de l'AME est déjà plus réduit que celui des bénéficiaires de la CMU-C, notamment pour les prothèses dentaires et les lunettes, mais aussi pour l'accès à des actes et des campagnes de prévention. Mais la restriction évoquée concernerait les soins psychiatriques ! Les conséquences seraient désastreuses : les sans-papiers et les migrantEs présentent toutEs, à des degrés divers, des signes de souffrance psychique. Ils et elles ont vécu un triple traumatisme : celui de l'exil, celui du long et douloureux trajet migratoire et celui des conditions de vie inhumaines

chez nous. Les priver d'une écoute et de soins psys est une faute majeure...

Aberration médicale, faute éthique

Des centres de soins pour les sans-papiers ? Il s'agit là clairement de fichier, de contrôler, de préparer l'expulsion et l'éloignement de « l'indésirable », avec le ministère de l'Intérieur qui est à la manœuvre. Cela rappelle la réforme du Droit au séjour pour raisons médicales (DASEM) qui peut accorder à des étrangerEs malades un titre de séjour si, dans leur pays, ils n'ont pas accès à des soins vitaux. Depuis une loi de 2016, l'évaluation médicale de la demande qui relevait des ARS rattachées au ministère de la Santé a été transférée aux médecins du pôle santé de l'OFIL, sous la tutelle du ministère de l'Intérieur. Conséquence : dès 2017, le taux d'avis favorables avait

chuté de 25%, avec des centaines de personnes atteintes de troubles psychiques et de maladies graves dont la protection juridique a été supprimée et la continuité des soins menacée.

Au total, restreindre l'AME est une aberration médicale, un non-sens économique et une faute éthique. Contrer les attaques à venir est une nécessité. Garantir et pérenniser un accès à la santé égal pour toutEs, quel que soit le statut lié au séjour, justifie d'intégrer l'AME dans la couverture médicale universelle. Une seule carte Vitale pour toutEs mettrait à l'abri des remises en question récurrentes de l'AME.

C'est possible : le gouvernement espagnol a intégré, en juin 2018, les soins des sans-papiers dans le régime de couverture maladie universelle.

Christian Bensimon



Les comités en action!

La planète brûle : on fait quoi ?



CAFÉ-DÉBAT

Avec Emma, autrice de *Un autre regard sur le climat*

NPA
Paris 17-18

Jeudi 3 octobre à 19h30
Bar La terrasse
73 rue Marcadet, 18e

Entrée libre

RÉSISTER À L'AIR DU TEMPS

Le NPA34 vous invite à une soirée débat

Notre planète, nos vies, la vie, valent plus que leurs profits...
Écosocialisme ou barbarie !
avec *Christine Poupin*, porte parole du NPA

Jeudi 3 octobre

à partir de 18h30
au local du NPA : 32 bis rue du faubourg Boutonnet
(tram 1 arrêt place Albert 1er)

Entrée libre, buffet et buvette (prix libre) après le débat



samedi 12 octobre

FETE NPA



banquet fraternel

débat avec des militant·e·s des luttes

expositions - librairie

allocution politique
PHILIPPE POUTOU

concert, spectacle, animations



11h-23h
salle Victor Hugo
CENON

88 Cours Victor Hugo - Tram A Jean Jaurès - Bus 27 Victor Hugo

Fête Anticapitaliste

14H-22H SAMEDI 12 OCTOBRE



Débats
Meeting
Restauration
Musique

Avec **Olivier Besancenot**, le journaliste **David Dufresne**, l'autrice **Emma**, les sociologues **Michel et Monique Pinçon-Charlot**, l'historienne **Ludivine Bantigny**... et d'autres invitéEs et des acteurs et actrices des luttes actuelles

Salle Olympe-de-Gouges, 15 rue Merlin, Paris 11^e

Marseille

Le NPA au côté de 300 postierEs contre la répression antisyndicale

Le 16 septembre s'est tenu à Marseille le conseil de discipline de Yann Quay-Bizet, secrétaire de SUD PTT 13. Celui-ci est menacé de mise à pied, suite à une AG « tendue », due à la présence d'un cadre particulièrement zélé! Plus de 300 postierEs ont répondu à l'appel du syndicat SUD PTT 13 et sont venuEs de tout le département soutenir Yann devant la Direction départementale des Bouches-du-Rhône. Des délégations SUD PTT de Gironde, du Gard, du Vaucluse, de la Fédération ont également apporté leur soutien. Également présent, le NPA 13, dont l'intervention a été très appréciée. On pourra regretter la faible participation des autres organisations syndicales, en particulier de la CGT Poste 13... Car, comment accepter qu'une militanTE syndical, queLE qu'il ou qu'elle soit, puisse être convoqué devant une instance disciplinaire dans le cadre de son activité militante? Non, ce conseil de discipline n'était pas que celui de Yann, mais bien celui de touTEs les postierEs



de ce département! La criminalisation de l'action syndicale indique très clairement un durcissement de la politique des dirigeants de La Poste... Pour contrer cette politique

dévastatrice pour touTEs les agentEs, et, comme l'a dit le représentant du NPA, « aujourd'hui les luttes partout doivent désormais se traduire par des luttes ensemble, tous secteurs

confondus! Oui, elle nous a fait du bien cette journée. Oui, ce 16 septembre nous étions toutes et tous des... Yann Quay-Bizet! »
Bruno (NPA Arles)

Biennale de Venise

Ce qui frappe, c'est un phénomène à l'œuvre depuis de nombreuses années : la standardisation des œuvres et des thématiques présentées. La Biennale donne plus souvent une idée de ce qui est dans l'air du temps que ce qui pourrait en être les polarités. Le commissaire prend peu de risques quant à la présentation des artistes. Les réseaux de sélection sont très liés aux relais du marché et des grandes institutions.

Esthétisation des conflits et des drames

Comme cela est devenu une règle dans la scène contemporaine, le commissaire a choisi d'intégrer, dans le champ de l'exposition, les questions de genre, postcoloniales, ou encore les questions sociales et les enjeux liés aux migrations et mouvements de population. Cette prise en compte de tels enjeux a comme conséquence la prédominance d'un art assumant la narration ou l'allégorie. Cela entraîne la prépondérance d'un art qui figure et narre les conflits du moment, quand bien même les œuvres ne seraient pas à la hauteur de leurs ambitions. Du coup, les pratiques abstraites ou conceptuelles sont fortement marginalisées. Malheureusement l'enfer est pavé de bonnes intentions : illustrer n'est pas forcément inscrire avec intelligence dans l'œuvre les violences du monde. Cela n'évite pas les poncifs, voire un académisme qui engloutit tous les bons sentiments. On voit ainsi s'opérer un processus d'esthétisation des conflits et des drames sur le mode d'une projection décorative. Cette surdétermination du contenu en vient, aux yeux de nombre d'artistes, à rendre la forme secondaire puisque le propos ou la démonstration fonctionne d'emblée comme valeur esthétique. De même voit-on se développer un positivisme technologique qui est aussi mince de qualité que lourd à produire. La «spectacularisation» produit une

L'art à grande voileure

La Biennale de Venise est la principale manifestation d'art contemporain d'Europe, voire du monde, avec une exposition internationale rassemblant cette année 72 artistes, la participation de 90 représentations nationales, et plus de 21 expositions dans les événements collatéraux.

tendance à un gigantisme gratuit qui aboutit souvent à une sorte de formalisme mécanique où tout sens se perd.

L'énorme « machine à peindre » des Coréens Sun Yuan et Peng Yu en est un des exemples les plus symptomatiques. Ici, la surenchère des images et des tailles n'augmente pas la force visuelle et symbolique, mais vire souvent à l'emphase et à la grandiloquence.

Charge critique et poétique incontestable

Souvent ces œuvres n'offrent que des figures de la compassion qui agrémentent sans problème les lieux culturels d'un « plus » émotionnel. L'installation de Teresa Margolles, avec son mur agrémenté de barbelés, « venu » directement de Mexico, illustre ce retournement d'une radicalité en objet esthétique. C'est encore pire avec « Nostra Barca » de Peter Burger : un bateau de migrantEs ramené par l'artiste de la plage où il s'est échoué, et exhibé dans la Biennale. On est ici, par delà le « discours » des auteurEs, sur des objets qui surjouent le sentimental et l'émotion comme spectacle. Cet art politique de luxe participe d'un lissage complet de la dimension critique au profit d'une esthétique compassionnelle, au point que par moments on baigne dans l'imagerie saint-sulpicienne ! Dans cet environnement, le choc des mots et des images fonctionne comme des clips audiovisuels. Dans ce brouhaha émergent heureusement des œuvres qui font preuve d'une véritable subtilité, avec une force,

une puissance ou une charge critique et poétique incontestable. C'est le cas entre autres des sculptures de l'Américaine Carol Bove, de l'installation entre peinture et sculpture du Coréen Suki Seokyeong Kang, de la vidéo de la Chypriote Haris Epaminonda, de l'installation pleine d'une poésie mélancolique et proche du « Memento Mori » de l'Indienne Shipta Gupta, de la très belle installation sonore du Libanais Tarek Ataoui, ou de celle du Japonais Ryoji Ikeda, des peintures de l'Uruguayenne Jill Mulleady, de celles du Danois Dahn Vo.

Parmi les pavillons nationaux, nous retiendrons l'Anglaise Cathy Wilks avec son installation associant objets, sculptures et peintures, les vidéo-performances suisses Pauline Boudry et Renate Lorenz, les Brésiliens Barbara Wagner et Benjamin de Burca dont l'œuvre est une réponse décapante au suprémacisme ethnique d'un Bolsonaro. Ajoutons Remy Jungerman et Irish Kemsmil au pavillon hollandais, qui interrogent subtilement modernité et métissage colonial, la très belle association entre Homère et les réfugiés nuyés du Luxembourgeois Marco Godhino, le Tchèque Koli-bal grande figure de l'abstraction d'Europe centrale, la superbe de l'artiste palestinienne Larissa Sansour au pavillon danois, l'évocation par Zafos Xagoraris de la complicité entre l'Occident et les promoteurs de la dictature en Grèce à travers un flashback sur le pavillon grec à la biennale de 1948, et les sculptures hybrides de la Lettonne Graidā Grantina.

Le poids du privé

C'est à l'extérieur de la Biennale que l'on peut voir trois expositions exceptionnelles. À la fondation Prada, la rétrospective d'une des grandes figures de l'Arte Povera, Janis Kounellis, décédé il y a deux ans. Les dimensions ironiques et mélancoliques de son œuvre ressortent ici dans toute leur force. Au Palazzo Grimani, l'exposition des peintures d'Helen Frankenthaler montre l'importance de cette très grande artiste de l'abstraction américaine, injustement minorée. Au Palazzo Grassi, Luc Tuymans joue, dans ses peintures, de l'entre-deux, creusant l'ambiguïté des images, avec un art du demi-ton qui tire le réel vers ces zones d'inconfort où, sous l'ordinaire des images, suintent les malaises de l'histoire. On voit à travers les expositions le rôle décisif, aujourd'hui, du secteur privé de l'art, avec les Pinault, Arnault ou Prada, et de galeries comme Gagosian, Zwirner, Perrotin, Hauser and Wirth et Ropac. Ceux qui expliquent qu'il faut libérer l'art de la bureaucratie de l'État oublient de dire que l'influence du secteur privé et capitaliste est de nos jours déterminante, et que l'inflation spéculative ne va pas s'arrêter. C'est cela qui participe avant tout de la standardisation massive des productions artistiques. D'un certain point de vue, le capital a gagné la bataille en matière de politique culturelle et artistique... Vous avez jusqu'au 24 novembre pour voir cet ensemble néanmoins exceptionnel.

Philippe Cyroulnik

Cinéma

Ceux qui travaillent, d'Antoine Russbach

Film belgo-suisse, 1h42 min, sorti le 25 septembre 2019.



Si ce film nous parle du travail, c'est du point de vue de ceux qui l'organisent, qui dirigent. Nous sommes ici plongés au cœur de la bourgeoisie suisse. Violence des échanges en milieu fortuné.

Les gagnants de la mondialisation

On est donc à Genève, dans une famille qui vit très confortablement, parce que chaque mois le salaire de Frank Blanchet (Olivier Gourmet) permet d'entretenir la grande villa, les voitures haut de gamme, etc. Tout va bien pour eux.

Frank est cadre dans une entreprise de fret maritime. Et puis, un jour, seul face à une décision à prendre dans l'urgence, il fait un choix qui lui coûtera son poste. Un migrant s'est glissé sur un bateau. Faut-il faire demi-tour ou faire disparaître l'intrus ? Ce quinquagénaire cynique, dont la vie est toute vouée à son travail, se retrouve alors en crise.

Le film nous montre un héros pour lequel on ne parvient pas vraiment à avoir de l'empathie, pas plus qu'on arrive à aimer ses odieux enfants, et finalement rien de son monde où tous les problèmes se résolvent avec de l'argent. Mais c'est justement la force du film que de nous plonger dans ce milieu, celui des gagnants de la mondialisation.

Ceux qui travaillent nous plonge aussi au cœur de la globalisation des échanges. Frank et ses collègues gèrent du fret maritime depuis la Suisse, pays où c'est tous les jours marée basse.

Qu'il n'y ait pas de port, qu'ils ne voient jamais la mer, ne les empêche pas de gérer le fret maritime de centaines de bateaux, de milliers de containers. Le film comporte quelques belles scènes : la séquence où le père entraîne sa fille dans un road trip dans le nord de l'Europe, à travers les étapes de la distribution des denrées, depuis les ports du Nord jusqu'aux rayons des supermarchés en passant par les plateformes de distribution. On perçoit alors concrètement les enjeux de ce commerce et l'ampleur de ce qu'il représente dans nos vies quotidiennes.

L'une des forces du film, c'est qu'il n'essaye pas nous faire la leçon. Il pose un regard cru sur un monde sans pitié, sans autre morale que celle du bilan comptable.

Pierre Baton

BD jeunesse

Le Club des Cinq, de Beja et Nataël

Tome 3 : Le Club Des Cinq contre-attaque. Éditions Hachette, 32 pages, 9,95 euros.

Enid Blyton, la créatrice anglaise de la mythique série pour enfants du « Club des Cinq » est décédée en 1955. 62 ans plus tard, en 2017, les auteurs chevronnés que sont Nataël au scénario et Béja au dessin reprennent la série, et adaptent en BD les scénarios originaux d'Enid Blyton. Le tome 3 vient de sortir, et le tome 4 est en préparation pour les fêtes de fin d'année. Les trois premiers tomes, grâce à un mariage réussi d'une ligne claire affirmée et d'un scénario ramassé, sont réussis, et ont déjà l'air de classiques. En tout cas, l'élégance du dessin et la clarté du langage en font le support idéal pour initier les enfants à la BD. Lors de leur tournée de promotion dans les médias et en librairie, les auteurs ont bien voulu répondre aux questions de L'Anticapitaliste.

Comment passer d'une BD légèrement osée et anticolonialiste comme « Nolimé Tangéré » au « Club des Cinq », aventures pour la jeunesse, créées à la fin des années quarante en Angleterre, par Enid Blyton qui avait le souci d'être admise dans les familles plutôt conservatrices de l'époque ?

Nataël : La série du « Club des Cinq », qui fonctionne toujours très bien en roman, possède une dimension « anticapitaliste » par sa lutte contre l'individualisme et l'égoïsme de la société. Les enfants ne sont pas vraiment stéréotypés, et on comprend bien que l'héroïne principale des romans (Claude) par

son androgynéité préfigure des personnages beaucoup plus modernes que la société anglaise ou française de l'époque refusait d'admettre. Enid Blyton en a elle-même souffert et se revendiquait être Claude à la fin de sa vie. Toutes ces raisons militaient pour une adaptation du texte original avec toutes les audaces que permet la BD et le dessin de Béja.

Béja : Effectivement, le classicisme de la série ne pouvait que convenir à mon style de ligne claire que je développe depuis des années. Et puis Enid Blyton propose cette liberté de l'enfance dans laquelle tous les âges peuvent se retrouver.



Justement, ne craignez-vous pas que ce soient les parents ou les grands-parents qui achètent et lisent tandis que les enfants se détournent ?

Nataël : En ce qui me concerne, lorsque j'écris un scénario du Club des Cinq, l'enfant qui en moi ne sommeille que d'un oeil, se réveille. Il me suffit de le suivre. L'appel du grand air, de la mer, de l'exploration des cavernes et grottes nous semble universel et intemporel. Si nous pouvons détourner un moment les enfants des écrans, nous aurons gagné. C'est pourquoi nous avons décidé de « moderniser » certains titres et le Club des Cinq en vacances deviendra le Rocher maudit.

C'est une très bonne idée. Toutefois, pendant que vous défendez une vision aventure de la série, votre éditeur Hachette met l'image payante du « Club des Cinq » à toutes les sauces, avec des romans plus « adulte », où les Cinq se confrontent à l'alcool, au gluten et même au Brexit ! Cela ne manque-t-il pas de cohérence ?

Béja : Nous ne possédons pas les droits d'auteur du « Club » et ne ferons pas de commentaires. Signalons plutôt que nos BD ont été traduites en espagnol et en catalan, et vont incessamment l'être en allemand. C'est une grande source de satisfaction. Introduction et interview réalisées par Sylvain Chardon

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

« Des projets destructeurs pour les Finances publiques, une administration au cœur du fonctionnement de l'État »

Entretien avec Anne Guyot-Welke, porte-parole de Solidaires Finances publiques, à propos de la politique fiscale du gouvernement, de ses projets de « réforme » de la Direction générale des Finances publiques (DGFIP) et des mobilisations en cours.

Peux-tu nous faire dans un premier temps un bilan de la politique fiscale du gouvernement ?

Les orientations fiscales de ce gouvernement sont du « moins d'impôt » au lieu du « mieux d'impôt » alors que le besoin de justice fiscale et de justice sociale s'est largement exprimé au cours des derniers mois.

Ainsi ce gouvernement a fait le choix de la baisse des impôts, voire de la suppression de certains d'entre eux : ISF, taxe d'habitation, redevance audiovisuelle, impôt sur les sociétés. Par ces choix fiscaux, il favorise certains acteurs économiques comme les entreprises au détriment des ménages ; mais aussi à l'intérieur de ces sphères il privilégie les plus aisés. Ainsi, la suppression de l'ISF et la création du prélèvement forfaitaire unique (PFU) à 30 % permet aux ménages détenteurs de revenus financiers de réduire leur participation à la contribution commune qu'est l'impôt. En effet, le principe de la flat tax permet aux classes les plus riches de ne pas être taxées sur ces revenus en fonction du barème et notamment en fonction de la dernière tranche.

Côté entreprises, les plus riches sont de nouveau gagnants, notamment avec la transformation du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en allègement de cotisations sociales à hauteur de 20,4 milliards d'euros, auquel s'ajoute la baisse du taux d'imposition pour les sociétés qui sera amené à 25 % d'ici 2022 contre 33,33 % (en taux facial) au début du quinquennat. Enfin, si l'on prend la suppression de la taxe d'habitation qui semble être une mesure populaire, c'est oublier que les collectivités locales vont perdre peu à peu de leur autonomie financière, avec une perte conséquente de recettes à laquelle s'ajoute la baisse des dotations globales de fonctionnement. Ainsi le financement des actions locales au plus près des citoyennes et citoyens risque de se réduire.

Ainsi ce gouvernement, de par ses orientations fiscales, fait le choix assumé de privilégier une classe, celle des plus riches, et ne s'attaque pas à une réforme profonde de la fiscalité redistributrice des richesses et de réduction des inégalités. De plus ces baisses d'impôts vont se traduire par une individualisation des droits fondamentaux que sont par exemple l'accès aux soins, à la santé...

L'une des réformes centrales de ce gouvernement sur la DGFIP est la



DR

mise en place d'un nouveau réseau de proximité. Peux-tu nous expliquer de quoi il s'agit ?

Ce projet dénommé « géographie revisitée » ou « déconcentration de proximité » a pour objectif de revoir la cartographie de l'administration des finances publiques. Cette nouvelle cartographie se met en place dans un cadre de suppressions d'emplois massives : 5 800 sur les 3 dernières années du quinquennat. Ainsi l'administration aura subi 45 000 pertes d'emplois depuis 2002. Ces nouvelles cartographies ont pour conséquence de réduire de façon brutale les implantations des services de pleine compétence en mettant en place des points de contact qui ne seront que des services low cost. Ainsi, les départements verront les réductions drastiques des trésoreries (environ 1000 fermées d'ici 2022). Ces dernières ont pour missions de contrôler les recettes et les dépenses des collectivités locales mais aussi d'apporter des conseils en termes de gestion de ces dernières. Les contreparties sont les points de contact « vendus » comme offre de services supplémentaires pour les citoyennes et citoyens. Ils ne seront en réalité que des lieux sous-implantés dans des Maisons France Services dans lesquels les agentEs des finances publiques ne seront présents que de façon ponctuelle. Les usagerEs rencontreront un interlocuteur qui ne sera pas un fonctionnaire mais un salarié en CDD, au mieux en CDI, dont le rôle sera de les accompagner dans les démarches dématérialisées, comme par exemple la demande d'un rendez-vous pour avoir des explications sur leur situation fiscale.

Ce projet prévoit également la « démétropolisation » d'environ 3 000 agentEs. Il s'agit d'un mouvement de services non encore déterminés à ce jour, situés dans les métropoles vers des départements ruraux. Bien sûr ces projets se font dans cadre d'une pseudo concertation. Présentés en juin, ils devront être finalisés d'ici la fin de l'année. Pour Solidaires Finances publiques, ces projets sont destructeurs pour une administration au cœur du fonctionnement de l'État.

Quelles conséquences cette réforme aura-t-elle sur les usagerEs et les agentEs des Finances publiques ?

Cette réforme a des doubles conséquences pour les citoyenEs usagerEs. Tout d'abord, ils n'auront plus, près de leur domicile, un accueil technicien assuré par des agentEs des finances publiques qui, de par leur statut de fonctionnaires, traitent de façon équitable les contribuables. L'autre pan moins visible de ce projet c'est le contrôle des deniers publics en termes de recettes. En effet la mission de contrôle de dépenses et des recettes des collectivités locales assurée par une administration permet d'assurer le bon fonctionnement et la bonne gestion de ces dernières. En remettant en cause cette mission, notamment avec la fin éventuelle de la séparation des ordonnateurs et des comptables, cela peut avoir des conséquences lourdes en termes de démocratie. En effet, on peut voir se développer des phénomènes de collusion entre certains intérêts particuliers.

Pour les agentEs ce projet est lourd, au regard de l'exercice des missions où l'industrialisation des tâches remet en cause à la fois la technicité jusqu'ici reconnue des personnels mais aussi la qualité rendue des missions. En effet le détricotage des missions, en cours depuis une dizaine d'années maintenant, casse les chaînes de travail mais remet aussi fondamentalement en cause ces dernières, au point que dans les préconisations de CAP 2022 qui concernent notamment la DGFIP des missions sont aujourd'hui externalisables, transférables ou purement et simplement abandonnées.

Cela engendre une perte de repères qui se traduit par un mal-être croissant chez les personnels, tous grades confondus, et une inquiétude forte sur leur devenir professionnel et personnel qui a été relevée dans le bilan social du ministère. Les inquiétudes des agentEs sont multiples : quelles seront les missions qui me seront confiées, seront-elles faites encore dans le cadre de la fonction publique, devrai-je suivre la

mission et renoncer à mon statut ? L'état d'esprit des collègues est loin d'être calme et tranquille.

À l'appel de l'intersyndicale des Finances publiques, une grève a démarré le 16 septembre. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Le 16 septembre, à l'appel de l'intersyndicale, les personnels de la Direction générale des Finances publiques se sont mobilisés avec près de 40 % de grévistes, avec des taux allant à plus de 50 %, voire 70 % pour un grand nombre de directions territoriales. Les revendications des fonctionnaires de la DGFIP portées par l'intersyndicale sont le retrait du projet « géographie revisitée » et l'ouverture de négociations autour de l'organisation des missions, des règles de gestion, notamment leurs droits et garanties remises en cause régulièrement depuis des années, la rémunération et les conditions de travail.

Cette journée est la première d'une mobilisation qui s'inscrit dans la durée. Dans certaines directions les personnels ont fait le choix, en assemblée générale, de partir sur des reconductions, d'autres sur des modalités d'actions différentes sur des plages horaires variables. Il est clair que la colère des personnels est bien réelle, la difficulté est qu'elle s'exprime de façon hétérogène. Il en ressort la difficulté de construire un rapport de forces d'ampleur pour contrer les projets dévastateurs pour notre administration et ses personnels. Cependant l'intersyndicale est convaincue de l'importance de travailler dans l'unité pour élever le rapport de forces avec une large majorité des personnels.

Enfin, dans la période, l'intersyndicale s'appuie également sur les éluEs locaux qui sont pour certaines et certains vent debout contre le projet qui va dénaturer le service public de proximité et ne répondra pas aux attentes des citoyens et citoyennes.

Propos recueillis par Joséphine Simplon

L'image de la semaine



Vu ailleurs

Les Échos LA MENACE NUCLÉAIRE. Jamais, depuis la chute du mur de Berlin, le monde n'a été aussi proche d'une grave crise nucléaire. À plusieurs reprises pendant la confrontation Est-Ouest, des catastrophes ont été évitées de justesse, comme ce fut le cas pendant la crise des missiles de Cuba en 1962.

Dans les années 1980, il y avait près de 65 000 têtes nucléaires dans le monde capables de faire sauter plusieurs fois la Terre. Un nombre qui a été réduit à moins de 9 500 grâce aux séries de traités conclus entre les États-Unis et l'Union soviétique, puis son héritière, la Russie. Deux pays qui détiennent aujourd'hui encore à eux seuls quelque 90 % du stock mondial d'armes nucléaires, la France, la Chine, le Royaume-Uni, Israël, l'Inde, le Pakistan, la Corée du Nord ne comptant que pour le reste. Or c'est toute cette architecture, complexe et fragile, qui est remise en question par Vladimir Poutine et Donald Trump. [...]

Ainsi, en août 2019, le président Trump a confirmé sa décision de retirer les États-Unis du traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI), une « relique de la guerre froide » qui interdisait aux États-Unis et à la Russie de déployer des missiles de croisière d'une portée de 500 à 5 500 kilomètres. [...]

L'autre grand traité, le New Start Strategic Arms Reduction Treaty, signé en 2010 par Barack Obama et son homologue russe d'alors, Dimitri Medvedev, et qui arrive à terme en 2021, est menacé de ne pas être renouvelé. Son objectif est de limiter à 1 550 le nombre de bombes et de têtes de missiles nucléaires dans chaque camp. Ni Donald Trump ni Vladimir Poutine n'ont exprimé jusqu'à présent leur intention d'ouvrir des négociations.

La remise en cause de ces traités ne date pas de l'arrivée de Donald Trump en janvier 2017 à la Maison-Blanche, ni d'ailleurs de l'annexion de la Crimée en 2014 par la Russie, comme le souligne Corentin Brustlein, directeur du Centre des études de sécurité de l'Ifri. « Certains symptômes étaient perceptibles bien avant », écrit-il dans l'ouvrage collectif « Ramses 2020 ». Washington s'était déjà retiré à la fin 2001 de l'accord limitant le nombre de sites où peuvent être déployés des missiles antibalistiques (ABM).

Aujourd'hui, le monde n'est plus simplement confronté militairement au face-à-face bipolaire entre l'Amérique et feu l'Union soviétique s'équilibrant, plus ou moins, par une terreur réciproque basée sur leurs arsenaux nucléaires. La menace recouvre désormais un champ très large, avec l'entrée en force sur l'échiquier géopolitique de la Chine, qui a développé des armes nucléaires tactiques.

Jacques Hubert-Rodier, « Le monde au bord de la crise nucléaire », les Échos, 20 septembre 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org